



INVITÉS  
MICHEL HOST  
J-P. MICHIELS  
DANIEL SOTIAUX

# ECHOS DE PICARDIE

PUBLICATION DE LA RÉGIONALE  
DU CAL PICARDIE LAÏQUE  
HIVER 2018

# 1918 ET APRÈS ?



MISSION1418.MORBIHAN.FR

### EDITO

**LUC PIRSON**  
PRÉSIDENT.

04



### LES CONSÉQUENCES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

**VINCENT DUFOING,**  
DIRECTEUR.

08



### HENRI LA FONTAINE : AU-DELA DU NOBEL !

**DANIEL SOTIAUX,**  
PRÉSIDENT DE LA FONDATION HENRI LA FONTAINE

20



### ECHOS DE PICARDIE HIVER 2018

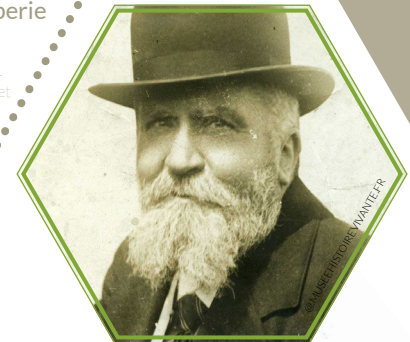
Régionale Picardie Laïque asbl  
44, Rue de la Grande Triperie  
7000 Mons

Tél. + 0032 65 70 90 11  
communication.picardie@laicite.net  
www.picardie-laïque.be

06

### LE MOT DU DIRECTEUR

**VINCENT DUFOING,**  
DIRECTEUR.



16

### Jaurès et la Paix

**JEAN-PIERRE MICHIELS**  
ANIMATEUR EN ÉDUCATION PERMANENTE  
AU CLUB ACHILLE CHAVÉE

### ABONNEMENT

Pour recevoir gratuitement le magazine, nous vous invitons à communiquer vos coordonnées et adresse mail à Picardie Laïque asbl – Cellule communication 44 Rue de la Grande Triperie 7000 Mons ou par mail à [communication.picardie@laicite.net](mailto:communication.picardie@laicite.net) ou par tél + 32 65 70 90 11.

Nous vous garantissons la confidentialité de vos coordonnées. Conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 concernant la vie privée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de retrait de données vous concernant.

## LA PAIX : UNE BATAILLE INTEMPORELLE PERDUE D'AVANCE ?

✍ **STEPHANE MANSY**  
COORDINATEUR .

34

### EDITEUR

Editeur responsable :  
LUC PIRSON

Directeur de la rédaction :  
Vincent Dufoing

Comité de rédaction :

François De Vooght, Vincent Dufoing,  
Stéphane Mansy, Lucie Terrasi  
Amina Aijou et Méline André.



### INVITÉS

**JEAN-PIERRE MICHIELS**  
ANIMATEUR EN ÉDUCATION  
PERMANENTE

AU CLUB ACHILLE CHAVÉE

**DANIEL SOTIAUX**  
PRÉSIDENT DE LA  
FONDATION HENRI LA FONTAINE

**MICHEL HOST**  
PROFESSEUR D'HISTOIRE  
RETRAITÉ.

26

## D'UNE GUERRE À L'AUTRE

✍ **MICHEL HOST**,  
PROFESSEUR D'HISTOIRE  
RETRAITÉ.



**PICARDIE  
LAÏQUE** CAL



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



Province de  
**HAINAUT**

03

HIVER 2018 / ECHOS DE PICARDIE



# ÉDITO



*La guerre de 1914 n'a pas été, comme d'aucuns l'ont proclamé, une parenthèse. Elle a été l'aboutissement des contradictions et des heurts entre puissances impérialistes. Comme l'a si bien dit le grand sociologue français Jean Jaurès, « le capitalisme porte la guerre dans ses flancs comme la nuée porte l'orage ». [...]*

A Bruxelles, les socialistes avaient organisé, au Cirque royal, fin juillet 1914, un grand meeting international contre la guerre qui se dessinait à l'horizon. Le Cirque était bondé. Dans la rue, autant de monde qu'à l'intérieur. J'ai eu la chance de trouver place à l'intérieur avec mon ami L., venu expressément de Huy pour assister à ce meeting. De nombreux orateurs des partis belge, français, hollandais, italien prenaient la parole. Jean Jaurès était là. Son discours fut acclamé par toute la salle. Quel orateur ! Un tribun. Une voix chantante ! Une péroraison qui emballait dans un enthousiasme indescriptible !

Quand nous sommes sortis du Cirque, une manifestation s'organisa et aux cris de « **A bas la guerre !** » nous défilâmes dans les rues de Bruxelles. **Nous étions encore pleins d'illusions !**

Le surlendemain, Jean Jaurès, rentré à Paris, était assassiné au restaurant du « Croissant » par le camelot du roi, Villain, au service de la réaction française. Le 4 août 1914, l'Allemagne adressait à la Belgique un ultimatum et, aux premières heures du matin, les troupes du Kaiser pénétraient chez nous. [...]

Je me rendais, chaque semaine, à Maestricht. J'en profitais pour porter des lettres destinées aux soldats et les réponses m'étaient adressées poste restante à Maestricht. J'ai porté et rapporté des milliers de lettres. Il en était de dangereuses, notamment celles relatant les atrocités commises par les soldats du Kaiser en Belgique, et destinées à des journaux de Paris et de Londres. [...] Je ne puis relater toutes les aventures qui me sont arrivées à l'occasion de mes voyages en Hollande de septembre 1914 à février 2015. J'effectuai mon dernier voyage le 4 février, date de mon arrestation à Moulant, au poste-frontière.

J'étais dénoncé par une femme de soldat pour qui j'avais rapporté les premières lettres de son mari qu'elle croyait mort. [...] Je fus condamné à 10 jours de prison [...] Quelques jours après, j'étais à nouveau appelé au Palais pour m'entendre annoncer que ma peine était prolongée. J'étais condamné à un mois de prison supplémentaire « parce que dans les lettres trouvées chez moi, il y avait des propos blessants pour les armées prussiennes ». Il s'agissait d'une lettre d'un ami interné en Hollande, au camp de Zeist, disant que les « Hollandais se comportaient comme de vulgaires boches ». Les soldats hollandais avaient tiré sur des soldats belges internés dans ce camp.

Quelques jours après, je faisais partie d'un convoi de prisonniers dirigés sur l'Allemagne [ndr : pour y rester privé de liberté près de 3 mois]. [...]

Durant la guerre, le Comité National de Secours et d'Alimentation avait décidé d'accorder une ration supplémentaire de pain de 70 grammes à des personnes ayant des revenus supérieurs à 1.800 francs par an. Cette mesure avait soulevé de nombreuses protestations, puisqu'elle avantagéait les riches qui ne travaillaient pas.

J'en adressai une également au Comité d'arrondissement de secours et d'alimentation. [...] Est-ce rationnel, quand on sait la triste situation de chacun au point de vue nourriture, de prétendre diviser les Belges en deux catégories : les pauvres, c'est-à-dire tous ceux gagnant personnellement moins de 1.800 francs, et les riches, c'est-à-dire tous ceux gagnant plus. Dérision ! Voyez-vous l'ouvrier ou l'employé à 1.800 francs et au-delà logé à la même enseigne qu'un millionnaire ? [...] Il paraît que tous les Belges sont égaux devant la loi ! Cependant **dans les tranchées,**





**les fils de la classe ouvrière se font tuer et meurent pour la défense des intérêts qui ne sont pas les leurs.** Les intérêts des pauvres et des classes moyennes sont encore une fois sacrifiés au profit de ceux des puissants. [...]

Ce n'était pas la seule injustice qui a été décrétée par les organismes nationaux de secours et d'alimentation durant la guerre 1914-1918. Quand nous avons constitué à Huy le Comité de secours aux chômeurs, nous avons eu à réagir contre les instructions données. Celles-ci disaient que devaient être écartés du secours les ouvriers qui chômaient – et ils étaient nombreux – qui étaient propriétaires d'une bicoque valant au moins 5.000 francs. Les grands manitous qui étaient à la tête de cet organisme disaient catégoriquement à ces ouvriers : **mangez vos briques** avant de venir solliciter un secours de 0 franc 50 ! [Ndr : obligeant les chômeurs à d'abord vendre leur maison, leur seul bien, avant de pouvoir être en droit de solliciter une aide journalière dérisoire][...]

Le 10 février 1918 a eu lieu, au Winter, à Huy, une conférence donnée par le nommé Ruscart, attaché, à l'époque, au Ministère wallon de Namur, organisme monté par les Allemands pour diviser les Belges. [...] A. V. et moi-même nous demandâmes aussi la parole. [...] J'insistai aussi sur le fait signalé par M. G. disant qu'il ne voulait pas une paix quelconque. **Nous voulons une paix imposée par la démocratie, déclarai-je. Nous étions encore bien naïfs en 1918 !**

Nous célébrons les cent ans de l'armistice de la première guerre mondiale et ce numéro des Echos y est dédié avec une immense et profonde pensée à tous ceux qui en ont été victimes, se sont battus, qui trop nombreux en sont morts, pour notre liberté, pour notre paix.

Je tenais à partager ces quelques extraits, tout récemment découverts et tirés des notes biographiques de celui qui, loin d'être unique, allait encore connaître de nombreux faits de résistance, prisons, camps et évasions, une deuxième guerre mondiale, celui qui donc aussi 25 ans plus tard vit son fils Victor, commandant du corps 024 des Partisans Armés, aller assassiner le rexiste bourgmestre de Charleroi, être torturé puis fusillé au Tir National, celui qui n'a pu connaître à Liège la création des « Territoires de la Mémoire » dont sa fille Micheline est co-fondatrice, celui qui n'a pu imaginer à tel point avoir transmis ce besoin viscéral de défense absolue de liberté, de respect et d'émancipation pour tous, à travers plusieurs générations : mon arrière-grand-père, Joseph-Victor-Thonet (1883-1973).

#### PLUS JAMAIS CA !

Et pourtant, les loups sont mondialement de retour...

✍ LUC PIRSON,  
PRESIDENT .



**JOSEPH (VICTOR) THONET**, pionnier du mouvement socialiste à Huy, puis un des fondateurs du parti communiste, compagnon de prison en 1923 de Julien Lahaut et Joseph Jacquemotte, Député Permanent de la Province de Liège de 1936 à 1949 (mandat interrompu de 39 à 44) Dirigeant du Parti Communiste sous l'occupation nazie, il édite le journal clandestin de la Fédération de Huy Waremme du PC «L'Espoir» et ce dès novembre 1940.

Il exerça aussi d'importantes fonctions d'organisation durant toute la guerre au sein du parti communiste clandestin.



# Mot du Directeur

*Pour que les valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité ne soient pas rangées dans les oubliettes de l'histoire ...*

Le 3ème numéro de « Echos de Picardie » traite du centenaire de la fin de la première guerre mondiale. Rien de très original, me direz-vous en ces temps de commémoration ! Il nous a cependant semblé important de construire ce numéro autour des conséquences du premier conflit mondial, des politiques de paix et de la situation géopolitique actuelle. En effet, le monde dépend encore pas mal dans sa configuration des conséquences de la première guerre mondiale auxquelles s'ajoutent celles du second conflit mondial dont les germes se trouvaient dans les traités de paix, particulièrement celui de Versailles.

De plus en plus d'observateurs admettent un parallélisme assez effrayant entre la situation actuelle et les années '30. Le début du XXIème siècle semble être en proie aux mêmes démons que ceux qui ont mis le monde à feu à sang il y a 78 ans ! La longue période de paix sur notre territoire n'est malheureusement qu'un leurre ! La guerre a été quasiment continue depuis 1945 : elle s'est déroulée aux quatre coins du globe. La construction européenne a représenté un rempart et a permis 78 ans de paix en Europe politique, pas en Europe géographique malheureusement.

**Les nationalismes et les partis d'extrême droite sont à l'œuvre partout en Europe**

Qu'en est-il de l'avenir ? Les nationalismes et les partis d'extrême droite sont à l'œuvre partout en Europe. Pire, la Saxe est en proie à des velléités néonazies désinhibées qui font craindre le pire. Le Juif n'est plus la principale cible : celle-ci s'est élargie aux ressortissants du monde arabo-musulman et à ceux qui se revendiquent de la religion islamique, avec une attention toute particulière aux réfugiés politiques et économiques. Et dire qu'une énorme migration pour causes climatiques devrait se mettre en route dans les décennies à venir ...

Qu'en est-il du passé ? Quelles leçons en avons-nous tiré ? Peu de choses, semble-t-il ! Si l'histoire repasse les plats, c'est que nous n'en avons in fine tiré que très peu d'enseignements ! « Enseignement » : le mot est lancé ! En effet, comment éviter de commettre les mêmes erreurs si ce n'est à la fois enseigner correctement le passé et préparer les jeunes à devenir des citoyens autonomes, critiques et responsables et non des consommateurs uniquement préoccupés par leur pouvoir d'achat et prêts à reporter les causes de leur situation socio économique négative sur des boucs émissaires d'autant plus « crédibles » qu'ils ne sont pas « comme nous ».

**L'urgence absolue réside au niveau des politiques européennes qui doivent remettre ces valeurs démocratiques au sein du débat**

Il s'agit d'une des missions que s'est donnée la laïcité : replacer les valeurs démocratiques au cœur des préoccupations. L'urgence absolue réside au niveau des politiques européennes qui doivent remettre ces valeurs démocratiques au sein du débat sur les migrations. Car « Il ne saurait être question de les brader au motif de réduire l'influence des populistes, de sauver l'un ou l'autre gouvernement ou d'éviter une implosion européenne. Le projet politique européen ne mourra pas de mettre en œuvre ses valeurs, il mourra de les avoir abandonnées » <sup>(1)</sup>.

A contrario, la déconstruction de l'Europe semble avoir commencé. Viktor Orban, Premier Ministre hongrois, en est un des porte-drapeaux. Il n'a pas hésité à revendiquer une démocratie chrétienne à l'échelle européenne car, selon lui, « la démocratie libérale n'est plus capable de protéger la dignité de l'être humain, d'assurer la liberté, de garantir la sécurité physique ou de préserver la culture chrétienne » <sup>(2)</sup>.

(1) « Sommet européen : le Centre d'Action Laïque appelle à un sursaut démocratique », communiqué de presse du 29/06/2018 consultable sur [www.laicite.be](http://www.laicite.be).

(2) Traduction anglaise disponible sur le site du Premier Ministre hongrois : <http://www.miniszterelnok.hu/en/>

Toujours selon lui, l'Europe devrait renoncer au rêve de création des Etats-Unis d'Europe pour se donner une identité nationalo-chrétienne, évidemment opposée farouchement à tout brassage de cultures et à toute politique migratoire. Cette revendication est une attaque en règle contre les droits humains incarnés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Charte Européenne des Droits Fondamentaux au profit d'un modèle de société de la famille ou des politiques natalistes extrêmement conservateurs. Les thèses de Bart De Wever ne sont pas situées très loin de cet argumentaire : le leader de la NVA appelle de ses vœux une « nation européenne » en lieu et place d'une union européenne. L'Europe ne serait plus un ensemble de pays ouverts sur le monde mais un territoire où ne seraient considérés comme citoyens que ceux qui seraient « de souche ». Cela rappelle des souvenirs douloureux ...

L'éveil à l'esprit critique dès le plus jeune âge est une nécessité absolue. L'histoire contemporaine doit bénéficier d'un enseignement adapté en regard des enjeux géopolitiques actuels. La citoyenneté doit devenir un enjeu majeur pour les plus jeunes générations. La laïcité francophone belge l'a bien compris puisqu'elle promeut avec énergie le cours de philosophie et de citoyenneté (CPC). Il est probablement et malheureusement trop tard de penser que la dérive anti-démocratique puisse s'arrêter « toute seule » au nom des valeurs humanistes. Il va falloir une sérieuse mobilisation pour lutter contre elle et tenter de l'endiguer. Et pour cela nous avons besoin d'une union de l'ensemble des citoyens attachés à notre modèle démocratique. La laïcité belge s'est déjà mise en ordre de bataille à cette fin au nom des valeurs qui la sous-tendent.

 **VINCENT DUFOING,**  
DIRECTEUR.

## LIBERTÉ



## ÉGALITÉ



## FRATERNITÉ





# « Les conséquences de la première guerre mondiale »



*La première guerre mondiale a eu de nombreuses conséquences dans les domaines démographique, économique, géo-politique, social et culturel. Certaines se sont faites sentir dès la fin du conflit, d'autres sont apparues bien des années après. Toutes ont cependant changé le monde de manière irréversible ...*

La Grande Guerre a provoqué un carnage inédit dans l'histoire humaine : sur 65 millions de mobilisés, près de 10 millions sont morts ou ont disparus. Parmi ceux qui en sont revenus, on a compté 6,5 millions d'invalides, dont 300.000 à 100%. Elle a également engendré 4,25 millions de veuves et 8 millions d'orphelins. Elle a eu pour autre conséquence la baisse de la natalité puisque la grande majorité des hommes morts ou disparus étaient en âge de procréer.

La production économique a été évidemment affectée et a encouragé le développement des principes de l'organisation scientifique du travail, le taylorisme, dont les prémises datent d'avant la guerre, pour compenser le manque de main d'œuvre et l'augmentation des coûts de production. La présence massive de veuves, d'orphelins et d'invalides a représenté un coût social important dans une société meurtrie et vieillissante. Les sanctions imposées à l'Allemagne à la fin du conflit ont constitué les germes du deuxième conflit mondial qui a commencé 22 ans après l'armistice.

## LES CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES

1918 a vu le triomphe temporaire de la démocratie et du libéralisme car les nouveaux états créés par les traités de paix avaient tous la forme d'une démocratie. Tous les peuples aspiraient à la paix et à l'internationalisme après la « grande boucherie ». Cependant, l'amour propre et l'orgueil national des vaincus a été croissant après la guerre, surtout après le Traité de Versailles qui a été considéré par le peuple allemand comme un « Diktat » alors que la guerre s'est achevée par un armistice. De plus, les nouvelles démocraties ont dû faire face rapidement à deux dangers majeurs : à gauche : le bolchévisme et le communisme ; à droite : le fascisme et le nazisme.

Les pertes humaines et matérielles infligées à l'Europe ont eu pour conséquences que ce continent a commencé à ne plus être prédominant dans le monde : les autres ont connu une ascension rapide et l'Europe a été obligée de s'ouvrir aux autres civilisations. L'Amérique du Nord a bien évidemment été le leader de cette évolution. La perte d'influence européenne a encore été accélérée par la montée des jeunes nationalismes dans les colonies, surtout celles qui ont fourni aux belligérants de nombreux soldats qui ont combattu dans les tranchées aux côtés de soldats occidentaux, alors que cette guerre ne les concernait en rien<sup>(1)</sup>.

Les conséquences géopolitiques de la première guerre mondiale s'inscrivent dans le court terme jusqu'en 1921 et dans le long terme jusqu'à nos jours avec une étape importante avec l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie en 1991.

L'Angleterre, les États-Unis, la France et l'Italie sont devenus dès 1918 les quatre puissances qui ont décidé du destin de l'Europe qui est passée de 18 à 26 états suite à l'éclatement des empires Austro-Hongrois et Ottoman. Ces quatre puissances, ainsi que d'autres états présentes dans le camp des vainqueurs, ont dès 1918, poursuivi deux objectifs antagonistes : punir les vaincus et affirmer la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les nations ainsi tancées se sont vues démembrées sans que l'on accorde l'attention qu'il méritait au problème des minorités présentes sur leur territoire.



(1) Voir à ce sujet mon article « Les soldats africains, grands oubliés de la guerre 14-18 » dans le n° d'Echos de Picardie d'octobre 2014.

## LES CINQ TRAITÉS MAJEURS

Le sort des nations vaincues a été réglé par cinq traités : Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Neuilly, Trianon et Sèvres. Le plus connu est le Traité de Versailles du 28 juin 1919 qui a voulu régler le sort de l'Allemagne en matière de frontières, de désarmement et de réparations financières. L'ancien Reich a ainsi perdu un septième de son territoire et un dixième de sa population. Le traité a restitué l'Alsace et la Lorraine à la France et a permis à la Belgique d'annexer les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith. La Société des Nations (SDN), créée à l'initiative du Président américain Woodrow Wilson<sup>(2)</sup>, a placé la Sarre sous son contrôle, ce qui a permis à la France de pouvoir profiter de ses ressources charbonnières abondantes en compensation des pertes industrielles subies dans les régions du Nord et du Pas-de-Calais.



À l'est, le « corridor de Dantzig » a été créé sur le territoire polonais qui s'est vu également augmenté de la Haute-Silésie. D'autres compensations ont profité à la Tchécoslovaquie (territoire du Teschen) et au Danemark (territoire de Schlesvig). Or, ces territoires étaient peuplés de fortes minorités allemandes, ce qui a constitué un des facteurs déterminants dans la naissance d'un esprit et d'une politique de revanche en Allemagne après le conflit.

Les traités de Saint-Germain-en-Laye du 19 septembre 1919 et de Trianon du 2 juin 1920 ont disloqué l'Empire Austro-Hongrois qui a ramené l'Autriche au rang de petit pays. Ils ont permis d'attribuer les régions du Trentin, du Haut-Adige et de la Slovénie à l'Italie.

De plus, les Serbes se sont retrouvés au sein du nouvel état de Yougoslavie qui, dès le début a été agité par un fort mouvement autonomiste croate. Ces deux traités ont également créé la République Tchécoslovaque suite au détachement de la Bohême de l'Autriche et de la Slovaquie de la Hongrie qui a également perdu la Transylvanie.

Le traité de Neuilly du 27 novembre 1919 a amputé la Bulgarie au profit de la Grèce, de la Roumanie et de la Yougoslavie.

Quant à l'Empire Ottoman, il a été dépecé par le Traité de Sèvres du 10 août 1920, ce qui a entraîné la crispation de Mustapha Kemal (Atatürk) qui a été réglée par le Traité de Lausanne du 10 août 1923, ce dernier ayant permis à la Turquie de conserver la Thrace Orientale et la côte d'Asie Mineure au détriment de la Grèce. Ce traité a engendré un déplacement de populations turques et grecques.

Les territoires arabes ont, quant à eux, été placés sous mandat de la Société des Nations.

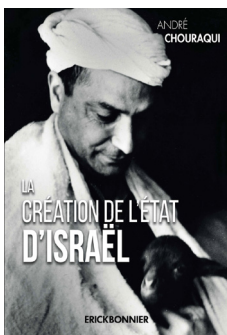
## L'EFFONDREMENT DE LA RUSSIE

L'ancienne Russie tsariste a connu de nombreux problèmes après la révolution de 1917. Ainsi, la Finlande a proclamé son indépendance en 1917. Trois États baltes ont vu le jour en 1918 : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. La Pologne a bénéficié du retour à ses frontières du XIXème siècle grâce au Traité de Riga de 1921 qui a mis fin à la guerre contre l'URSS. Elle a dès lors englobé des territoires à fortes minorités ukrainiennes et bessarabiennes.

Des mouvements autonomistes ont conduit à la proclamation de nouvelles républiques indépendantes telles que la Géorgie et l'Azerbaïdjan qui, après des périodes d'agitation, ont été englobées dans l'URSS sans toutefois renoncer à leur volonté d'indépendance. Vilipendée par les pays occidentaux et entourée d'états à la solde des vainqueurs, l'URSS est cependant parvenue à conférer une certaine homogénéité à cette mosaïque de peuples.

(2) Thomas Woodrow Wilson, (1856 - 1924) a été le vingt-huitième président des États-Unis. Il a été élu pour deux mandats consécutifs de 1913 à 1921. Sa présidence a marqué un tournant majeur dans la diplomatie américaine en mettant fin à presque un siècle d'isolationnisme pour s'ouvrir à une politique interventionniste. Il a imaginé la création d'une instance de coopération internationale, la Société des Nations, que les États-Unis n'ont jamais intégrée. Il a reçu le prix Nobel de la paix en 1919.



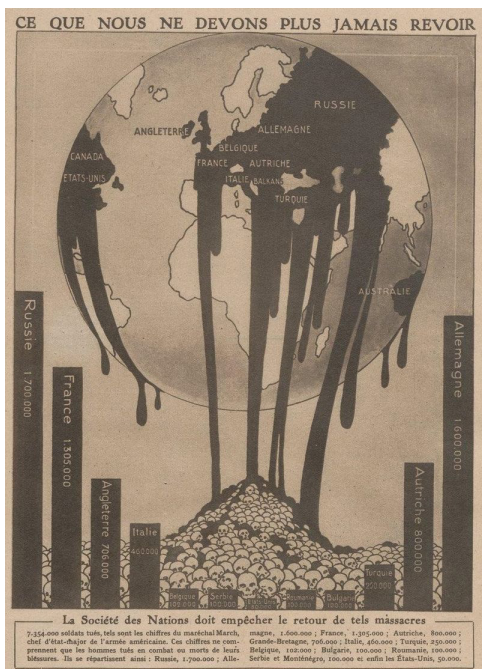


**LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL**

d'André CHOURAQUI

« De la Déclaration Balfour (1917), acceptant le principe d'un foyer national juif en Palestine, à la création de l'État d'Israël (1948), André Chouraqui raconte avec précision et subtilité les méandres d'une politique anglaise supposée favorable au sionisme et souvent perfide.

Edition : ERICK BONNIER



PHOTO@WIKIPEDIA.ORG

**LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**

A l'initiative du Président des États-Unis Woodrow Wilson, la Société des Nations est née du Pacte du même nom du 10 janvier 1920. Sa base est la volonté du Président américain de créer une association des nations afin qu'elles ne puissent plus se faire la guerre. Cependant, le Sénat américain a refusé de ratifier le Traité de Versailles, ce qui a empêché les États-Unis d'adhérer à la Société des Nations ! Paradoxe de l'Histoire ...

La Société des Nations correspondait à un traité qui revêtait plusieurs réalités : libre-échange, désarmement, prévention des guerres via le principe de sécurité collective, résolution des conflits par la négociation et amélioration de la qualité de vie. Il s'agissait donc d'une approche diplomatique qui représentait un changement fondamental par rapport à la manière d'envisager les relations entre états durant les siècles précédents, puisqu'elle entendait imposer la négociation collective en lieu et place de la diplomatie secrète qui avait fait basculer le monde dans l'horreur de la guerre. Etant donné que la Société des Nations n'avait pas de force armée propre, elle dépendait des grandes puissances pour l'application de ses résolutions, qu'il s'agisse de sanctions économiques ou de mise à disposition de troupes en cas de besoin. Plusieurs pays concernés étaient peu disposés à intervenir, ce qui a expliqué le retrait du traité de l'Allemagne nazie et du Japon en 1933 et ensuite de l'Italie en 1937. La SDN a pu engranger plusieurs succès (en Albanie, en Autriche et Hongrie, en Haute-Silésie, en Grèce face à la Bulgarie, etc.) mais a connu également des échecs (guerre

civile espagnole, agression italienne contre l'Éthiopie, impérialisme japonais, etc.). Elle a en tous cas été incapable de prévenir les agressions des pays de l'Axe (Allemagne, Italie et Japon) dans les années 1930, c'est-à-dire l'ensemble des crises internationales qui ont prélué au déclenchement de la seconde guerre mondiale : l'annexion de l'Autriche par Hitler en 1938, la crise des Sudètes en 1938, les menaces allemandes contre la Pologne à partir de 1938 et l'annexion de la Tchécoslovaquie en 1939 violant les Accords de Munich.

**LES CONSÉQUENCES DE LA MISE SOUS TUTELLE DES COLONIES DES PAYS VAINCUS**

La gestion des anciennes colonies des pays vaincus a été un autre échec de la SDN : tutelle sur les anciennes colonies allemandes par le Royaume-Uni (Irak et Palestine) et la France (Liban et Syrie). De plus, la Palestine a été divisée en 1921 et a dû accueillir le Foyer National Juif promis par la déclaration de Lord Balfour de 1917. Il s'agissait d'une lettre ouverte signée par le Foreign Secretary britannique Arthur Balfour (3) adressée au Lord Lionel Walter Rothschild (4), financier du mouvement sioniste, publiée dans le Times du 9 novembre 1917. Par cette lettre, le Royaume-Uni s'est déclaré en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif qui a finalement abouti à la création de l'État d'Israël en 1948. Il va sans dire que les effets de cette politique se font bien sentir de nos jours ...

Avant même la fin de la première guerre mondiale, en 1916, les Belges ont chassé les Allemands du Rwanda et ont occupé le pays. Le Traité de Versailles a attribué le Rwanda à la Belgique qui, en 1922, a instauré un protectorat faisant la part belle à la minorité Tutsi qui était la classe dominante traditionnelle. Ce protectorat s'est mué en 1924 en un mandat de tutelle exercé par la Belgique qui s'est appuyée sur l'aristocratie tutsie et particulièrement sur le roi Mutara Rudahigwa(5) qui a rapidement institué la carte d'identité ethnique. Celle-ci a cautionné dans les années '50 une politique raciale. Après la mort mystérieuse de Mutara Rudahigwa en 1959, les Conseillers de ce dernier ont confié le pouvoir à Kigeli V Ndahindurwa(6) dont les Hutu ne voulaient pas, ce qui a engendré une première guerre civile qui a vu la déportation et le massacre de nombreux Tutsi. En 1961, le Rwanda est devenu une république qui a obtenu son indépendance en 1962. De 1963 au début des années '90, le pays a connu

(3) Lord Arthur James Balfour (1848 - 1930) a été Premier Ministre du Royaume-Uni de 1902 à 1905 et chef du parti conservateur. Pendant la première guerre mondiale, il a été Ministre des Affaires Étrangères à partir de 1916.

(4) Lord Lionel Walter Rothschild (1868 - 1937) a été un banquier, homme politique et zoologiste britannique.

(5) Mutara III (1912-1959) a été l'avant-dernier souverain du royaume du Rwanda. Premier roi à se convertir à la religion chrétienne, il a reçu comme nom de baptême Charles Pierre Léon Rudahigwa. Il a régné de 1931 à 1959. Il était Tutsi et son règne a été marqué par des tentatives de rapprochement entre les différentes ethnies de la population rwandaise mais aussi par une volonté de christianiser le pays en s'appuyant sur les autorités coloniales belges et sur les ordres missionnaires.

(6) Kigeli V (1936 - 2016), baptisé sous le nom de Jean-Baptiste Ndahindurwa, a été roi du Rwanda de 1959 à 1961, date à laquelle la monarchie a été abolie.





deux républiques Hutu. En 1980, on décomptait environ 600.000 réfugiés rwandais composés de Tutsi et d'opposants Hutu qui étaient refoulés du Rwanda ou d'Ouganda. La volonté du Président Hutu Juvénal Habyarimana <sup>(7)</sup> en 1990 de transformer le pays en démocratie a eu pour conséquences l'envoi de troupes françaises et belges, son assassinat et finalement la deuxième guerre civile et le génocide des Tutsi de 1994. Là aussi, les conséquences de la première guerre mondiale ont été lourdes ...

## LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

La première guerre mondiale a exigé un effort industriel hors du commun en matière d'armement et de matériel. Cette hyper production a été concomitante avec l'essor des principes de l'organisation scientifique du travail connue sous le nom de taylorisme. Même si ce dernier n'a pas été mis en place massivement pendant la première guerre mondiale, sous la pression des besoins de production, ses principes ont été mis en place dans de nombreuses usines.

Le premier conflit mondial a également provoqué d'énormes destructions d'infrastructures industrielles et a saccagé d'immenses espaces ruraux. Cependant, ces ravages ont été un facteur de modernisation via la reconstruction des zones sinistrées. Le financement de l'effort de guerre de tous les belligérants a provoqué de graves perturbations financières et monétaires car les gouvernements ont dû financer un effort colossal en recourant à l'impôt, à l'emprunt et à la planche à billets. Ils ont ainsi ouvert la voie à des déficits publics impensables avant 1914, à l'inflation et au désordre monétaire international. La première guerre mondiale a également transféré le leadership monétaire vers les États-Unis qui ont consenti d'énormes prêts aux Alliés. Le conflit a également installé les États-Unis aux commandes économiques du monde.

Cette prédominance a profondément irrité la majorité des pays européens qui y ont rapidement décelé une menace. Au premier rang de ceux-ci, évidemment l'Allemagne. La mainmise de l'économie américaine sur ce pays peut, entre autres, expliquer l'arrivée rapide au pouvoir d'Hitler qui, dès les années '20, avait estimé que les pays européens devaient trouver des solutions pour contenir cette hégémonie économique américaine. Force est de constater que les tensions internationales se sont considérablement renforcées en Europe à partir du début des années '30 et la prédominance économique américaine n'y était pas étrangère, d'autant plus après la crise financière de 1929.



Léon Trotsky<sup>(8)</sup> en témoignait dans sa publication de 1933 « Comment vaincre le fascisme » : « Les mêmes causes, inséparables du capitalisme moderne, qui ont provoqué la dernière guerre impérialiste, ont maintenant atteint un degré de tension infiniment supérieur à ce qu'elles étaient en 1914. La crainte des conséquences d'une nouvelle guerre est l'unique facteur qui entrave la volonté des impérialistes. Mais l'efficacité de ce frein a des limites. Le poids des contradictions internes pousse un pays après l'autre dans la voie du fascisme, lequel, à son tour, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en préparant des explosions internationales. Tous les gouvernements ont peur de la guerre. Mais aucun n'est libre de son choix. Sans une révolution prolétarienne, une nouvelle guerre mondiale est inévitable. » Toujours selon Trotsky, la principale source des tensions mondiales se trouvait dans la contradiction « entre les forces productives et le cadre de l'Etat national, en conjonction avec la principale contradiction – entre les forces productives et la propriété privée des moyens de production... ». Arrivés au pouvoir, Hitler et Mussolini ont imposé avec le nazisme et le fascisme une nouvelle forme d'impérialisme sous forme de deux dictatures qu'ils souhaitaient étendre dans une partie du monde.

(7) Juvénal Habyarimana (1937 - 1994) a été Président de la République Rwandaise de 1973 jusqu'à son décès dans un attentat en 1994, événement déclencheur du génocide au Rwanda.

(8) Léon Trotsky, de son vrai nom Lev Davidovitch Bronstein (1879-1940), a été un révolutionnaire communiste et homme politique russo-soviétique. Il est mort assassiné le 21 août 1940 à Mexico sur ordre de Staline. À la fois orateur, théoricien, historien, mémorialiste et homme d'action, Trotsky demeure l'inspirateur dont se réclament toujours les divers groupes trotskistes à travers le monde. « Comment vaincre le fascisme » traite de la situation en Allemagne de 1929 à 1933, à la veille de l'avènement du nazisme.

Seule la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pouvait apparaître comme un moyen de renverser le capitalisme dans le monde. Cela n'a pas été le cas et a entraîné le monde dans une nouvelle guerre mondiale, plus sanglante que la première.

## LA HAUSSE DES PRIX ET L'ENDETTEMENT DES BELLIGÉRANTS

Toute guerre entraîne la hausse des prix car, une fois les stocks épuisés, la demande perdure, voire augmente, pour certains produits qui se font plus rares et doivent être importés. D'autant que le marché noir a tendance à toujours sévir en de telles périodes. La hausse des prix justifie toujours une hausse des salaires car les gouvernements ne peuvent jamais prendre le risque de troubles sociaux qui compromettraient l'effort de guerre. La première guerre mondiale n'a évidemment pas échappé à la règle. Les prix et les salaires en hausse ont obligé les banques centrales à augmenter la quantité de monnaie en circulation. Et cette inflation de guerre s'est fait encore plus sentir une fois la paix revenue quand la reconstruction était d'actualité.

L'effort de guerre des belligérants a nécessité d'importants approvisionnements auprès des pays neutres dont en priorité les États-Unis qui, jusqu'en 1917, ont apporté leur aide sous forme d'avances financières et de matériel aux Alliés. Cela a entraîné leur endettement dont le remboursement du capital et le versement des intérêts devaient être réglés en or. La France a été une exception relative car, à côté du recours à l'or, elle a sollicité l'épargne des Français.

De plus, les Alliés se sont consentis des avances entre eux. Les principaux prêteurs étaient l'Angleterre, la France et bien sûr les États-Unis. A ceci près qu'en plus de prêter à d'autres pays alliés comme la Russie qui a été un débiteur plus que douteux en termes de remboursement, l'Angleterre et la France se sont également endettés auprès des États-Unis. En plus de générer en Europe une inflation à partir de 1920, le remboursement de l'ensemble de ces prêts a empoisonné les relations internationales entre les deux guerres alors que le Traité de Versailles avait prévu, à tort, que l'Allemagne compenserait financièrement la plus grosse partie des dommages causés. En effet, les Alliés attendaient de l'Allemagne le versement de 132 milliards de marks or à liquider jusqu'en 1988 ! Beaucoup d'observateurs de l'époque avaient déjà compris qu'elle ne pourrait pas rencontrer les exigences des vainqueurs. C'est pour cette raison qu'en

1923 des troupes franco-belges ont pénétré dans le bassin de la Ruhr pour des raisons d'exploitation industrielle. Cette « invasion » a permis de réduire la dette allemande qui a dès lors emprunté d'énormes sommes d'argent aux États-Unis afin de tenter d'apurer la dette totale. La crise financière mondiale de 1929 a eu raison de l'optimisme allemand : elle a privé la classe moyenne allemande de la majorité de ses économies et a fait exploser le chômage, ce qui a été une des raisons de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler dont le chemin a été laissé libre par les démocrates allemands de la République de Weimar isolés sur leur propre scène politique par les sanctions maintenues par les gouvernements alliés.



## LE RESSENTIMENT ALLEMAND

Le bouleversement social et économique porté par le gouvernement de Weimar a considérablement déstabilisé la toute jeune démocratie allemande qui a connu rapidement après la fin de la guerre la naissance de nombreux partis radicaux de droite. Car une partie de la population allemande croyait dur comme fer que leur pays avait été poignardé dans le dos en 1919 par les démocrates allemands socialistes et libéraux qui avaient validé le Traité de Versailles, mettant ainsi à genoux l'Allemagne. Pourtant, en 1918, la majorité des Allemands appelaient de leurs vœux la fin du conflit par un armistice, mais pas les sanctions terribles inscrites dans ce traité. Cette amertume a créé un certain discrédit à l'encontre des milieux socialistes et libéraux allemands considérés comme ayant « trahi » leur pays. Parmi ces pourfendeurs se trouvait la droite nationaliste qui prônait, si besoin est par la force, la refonte du Traité de Versailles.



Face à eux se présentait « l'épouvantail » de la menace communiste suite à la réussite de la révolution bolchévique en Russie.

Pour toutes ces raisons, les milieux « respectables » allemands ont été graduellement gagnés par les thèses nationalistes de droite. Jusqu'à l'emprisonnement pendant neuf mois d'Adolf Hitler, condamné suite au putsch bavarois raté de 1923, période qu'il a mis à profit pour rédiger son manifeste politique « Mein Kampf » de sinistre mémoire ... Les troubles sociaux et économiques liés aux sanctions imposées à l'Allemagne, les conséquences de la crise financière de 1929 et la crainte de prise de pouvoir par les communistes ont finalement eu raison des solutions démocratiques pluralistes et ont permis au parti nazi emmené par Adolph Hitler de prendre le pouvoir le plus démocratiquement du monde en 1933. Les systèmes autoritaires et totalitaires de droite dans les pays vaincus de la Première Guerre mondiale en Europe de l'Est ont profité des mêmes conditions dans les années '30 : ils ont encouragé un antisémitisme violent et la discrimination contre leurs minorités nationales.



☞ Face à eux se présentait « l'épouvantail » de la menace communiste suite à la réussite de la révolution bolchévique ☞



PHOTO@ELGIUMWWWIL.BE

## LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET CULTURELLES

La guerre a été l'occasion d'un brassage inédit entre les hommes de toutes conditions et toutes origines. Ayant été marqués psychologiquement et physiquement par cette terrible épreuve, ils sont retournés à la vie civile avec la conviction qu'un monde plus juste s'ouvrait à eux. Leur « optimisme » a d'ailleurs été renforcé par des réformes électorales et sociales (le suffrage universel pur et simple pour les hommes en Belgique en 1919 et la loi fixant la durée du travail journalier à 8 heures en 1919 en France et en 1921 en Belgique ).

Mais les difficultés économiques ont rapidement pointé leur nez via une inflation galopante, une crise du logement dans les régions dévastées et le « spectacle » offert par les nouveaux riches qui ont fait fortune grâce à la guerre en Belgique, en France et en Allemagne. Le traumatisme de la guerre a suscité chez certains une ferveur pour le pacifisme, chez d'autres une résignation teintée de pessimisme fondamental et chez d'autres encore un esprit « ancien combattant » mêlé à un nationalisme exacerbé. Certains regrettaient la « Belle Epoque », d'autres appelaient de leur vœux l'avènement d'un homme et d'un monde nouveaux.





(9) Victor Margueritte (1866 - 1942) était un romancier et auteur dramatique français. Le roman « La Garçonne » présente une jeune femme indépendante menant une vie sexuelle très libre avec des partenaires aussi bien masculins que féminins. L'ouvrage a fait scandale mais a été un énorme succès de librairie.

(10) Raymond Radiguet (1903 - 1923) était un écrivain français. Talent très précoce, il a écrit deux romans ayant connu un grand succès critique et populaire : « Le diable au corps » est un roman décrivant l'histoire d'amour entre un jeune garçon et une femme alors que le fiancé de cette dernière se bat sur le front durant la Première Guerre mondiale. Cette œuvre a marqué les esprits par l'extraordinaire sens de la formule de son auteur et surtout le mythe qui l'entoure, Radiguet étant décédé à l'âge de 20 ans.

(11) Erich Maria Remarque (1898 - 1970) était un écrivain allemand, naturalisé américain en 1947 après avoir été déchu de sa nationalité allemande en juillet 1938. Le roman décrit la première guerre mondiale vue par un jeune soldat volontaire allemand sur le front ouest. Symbole du pacifisme allemand, le roman est devenu rapidement un best-seller et a été suivi par d'autres romans de la même veine : « Après », « Trois camarades », etc. Suite à ses publications, l'auteur a été pourchassé par les nazis dès 1930 en raison de son pacifisme. Il a émigré en Suisse puis aux États-Unis. Son livre a subi les autodafés nazis en 1933.

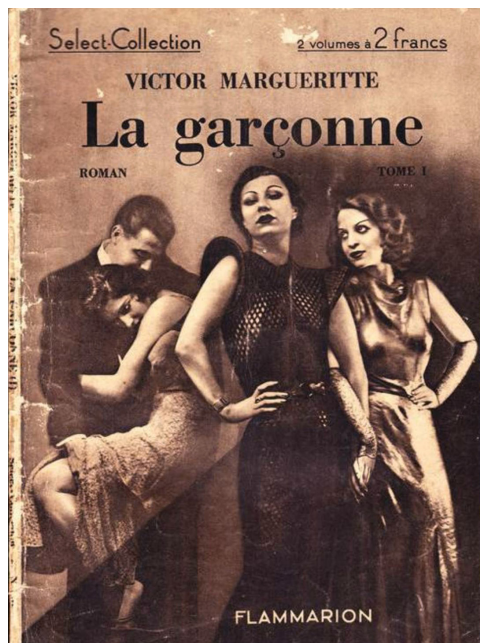
(12) Ernst Jünger (1895 - 1998) était un écrivain allemand qui a participé aux deux guerres mondiales : dans les troupes de choc pendant la première Guerre mondiale et comme officier de l'administration militaire d'occupation à Paris à partir de 1941. « Orages d'acier » publié en 1920 a été son premier livre. Il s'agit d'un récit autobiographique sur son expérience de la première guerre mondiale. Ce livre lui a assuré une importante notoriété dès les années 1920, en particulier dans les cercles nationalistes et les ligues d'anciens combattants allemands.

(13) Roland Lecavelé (1885 - 1973), dit Roland Dorgelès, était un journaliste et écrivain français. « Les Croix de bois » est un roman qui est inspiré de l'expérience vécue par son auteur durant la première guerre mondiale. Il a obtenu le Prix Femina en 1919.

(14) Maurice Genevoix (1890 - 1980) était un romancier et poète français, héritier du réalisme. « Ceux de 14 » est un recueil de récits de guerre rassemblés sous un même titre en 1949. De son expérience du front d'août 1914 à avril 1915, Maurice Genevoix a publié cinq ouvrages témoignant de manière authentique et précise de ce qu'il avait vécu et observé : « Sous Verdun » et « Nuits de Guerre » en 1916, « Au seuil des guitounes » en 1918, « La Boue » et « Les Épargnes » en 1921.

(15) Ernest Miller Hemingway (1899 - 1961) était un écrivain, journaliste et correspondant de guerre américain. « L'Adieu aux armes » est son troisième roman. Il s'agit d'une œuvre d'inspiration autobiographique dont l'action se déroule en Italie pendant la première guerre mondiale. Il relate l'histoire d'amour tragique entre un ambulancier américain engagé dans l'armée italienne et une infirmière anglaise. L'auteur y a dépeint de manière cynique une guerre futile et destructrice.

Le conflit a également profondément marqué les femmes qui ont dû assumer la viabilité de leur famille pendant le conflit à la place de leur mari au front et dont un grand nombre sont devenues veuves. Un certain nombre d'entre elles ont également dû participer à l'effort de guerre en travaillant dans les usines. Le conflit leur a donné un puissant élan vers le début de leur émancipation. Evidemment pas d'emblée au niveau de la discrimination dans le travail (différences notoires de salaires et pas d'accès à certaines professions) ni au niveau du droit de vote. Par contre, elles sont entrées dans une longue et lente révolution de la vie de famille, de la mode et des mœurs sexuelles. La preuve en est la publication de deux romans qui ont fait scandale auprès de la population en générale et des patriotes nationalistes en particulier : « La Garçonne » de Victor Margueritte (9) en 1922



et « Le Diable au corps » de Raymond Radiguet (10) en 1923.



De nombreuses nations qui ont participé aux combats ont dû faire face après la guerre à une sorte de désespoir culturel qui s'est illustré entre autres par la description saisissante et réaliste de la guerre des tranchées comme dans l'ouvrage d'Erich Maria Remarque « À l'Ouest, rien de nouveau » (Im Westennichts Neues)(11) publié en 1929. A contre-courant de la peinture réaliste de la guerre se situe le roman « Orages d'acier » (« In Stahlgewittern ») d'Ernst Jünger(12) paru en 1920 qui glorifiaient la guerre. En France, rien de tel avec Roland Dorgelès qui a connu un énorme succès avec « Les croix de bois »(13) en 1919. Maurice Genevoix également avec le recueil de récits de guerre « Ceux de 14 »(14) qui est paru après le deuxième conflit mondial en 1949. Aux États-Unis « L'adieu aux armes » d'Ernest Hemingway (15) publié en 1929 est resté une référence. Ces descriptions ont permis à ceux qui n'étaient pas au front de saisir toute l'horreur des tranchées et des combats, en dehors de toute glorification guerrière.

La désillusion à l'égard de la politique qui a mené à ce conflit gigantesque a également favorisé la progression du sentiment pacifiste. Aux États-Unis, l'opinion publique a encouragé un retour à l'isolationnisme qui a cautionné le refus du Sénat américain de ratifier le Traité de Versailles annonciateur d'un nouveau conflit et, par conséquent, d'adhérer à la Société des Nations. En Allemagne, cette désillusion politique teintée d'aliénation sociale a été poussée à son paroxysme à la fin des années '20 ; elle

a été dépeinte en 1932 dans «Et puis après ?» (Kleiner Mann, wasnun ?) d'Hans Fallada <sup>(16)</sup>. L'auteur allemand y relatait l'histoire d'un citoyen lambda pris dans la tourmente de la crise économique et du chômage qui est autant vulnérable aux chants des sirènes de la gauche que de la droite radicale.

## ET APRÈS ?

Le 21ème siècle pourrait-il connaître une troisième guerre mondiale ? Plus cyniquement, on peut se poser la question, vu la situation internationale actuelle, de savoir quand elle va se produire ? Et les différents gouvernements auront-ils les moyens d'empêcher son éclatement ? Il faut garder en mémoire que les États-Unis ont été engagés régulièrement dans des conflits majeurs depuis 1990 : guerres du Golfe, dans les Balkans et en Asie centrale. Ces guerres ont permis aux États-Unis de conserver leur position dominante sur le monde, ce qui est la preuve du déclin de leur hégémonie économique. Et la présidence de Donald Trump n'arrange rien, lui qui estime que tout se règle par des bravades et le recours à la force.



On peut donc, dans une certaine mesure, faire un parallèle avec l'environnement de la fin des années 1930 en Europe. De plus, les États-Unis font face à un nombre de plus en plus grand de puissances dont l'évolution économique et militaire est considérée par eux comme une menace sérieuse. La crise économique et financière de 2008 y est évidemment pour quelque chose.

Si on regarde dans le rétroviseur de l'histoire, on se rend compte que les deux guerres mondiales ont eu pour cause majeure la déstabilisation du vieil ordre impérialiste dominé alors par la Grande-Bretagne et la France qui ont dû faire face à de nouvelles puissances sur l'échiquier international. En 2018, les États-Unis font face à de nouvelles puissances qui font plus qu'envisager de leur voler leur leadership mondial : la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et dans une certaine

mesure l'Union Européenne. Il convient d'y ajouter les tensions régionales croissantes qui menacent de dégénérer à tout moment en confrontations militaires. Comme au début du 20ème siècle, plus précisément dans les années '30, le monde est une poudrière. S'il n'est pas certain que les classes dirigeantes des pays sous tension ne veulent pas la guerre, ont-elles les moyens de l'empêcher ? En effet, la logique incontrôlable du néolibéralisme et de l'impérialisme et leur besoin de disposer de toujours plus d'accès aux marchés, aux matières premières et à une main d'œuvre à bon marché peut conduire le monde de nouveau au bord du gouffre.

Qu'est-ce qui pourra l'empêcher ? Une mobilisation internationale des masses populaires du monde entier ? Une révolution populaire à l'échelle mondiale ? L'individualisme à tout crin et le repli sur soi identitaires actuels ont font malheureusement douter ... Même si le néolibéralisme mène le monde dans une impasse ... L'éducation à la citoyenneté et la sensibilisation à l'esprit critique à destination des jeunes dès l'enfance semble être la meilleure réponse mais elle nécessite beaucoup de temps, elle coûte cher et, surtout, engendre à terme des citoyens autonomes, critiques et responsables qui ne correspondent pas à ce qu'attendent le néolibéralisme et l'impérialisme. L'autre issue, malheureusement plus vraisemblable, est une dérive dictatoriale à l'échelle occidentale.

Pourtant, il est question de la survie de la démocratie et surtout de l'humanité ...

VINCENT DUFOING,  
DIRECTEUR.

<sup>(16)</sup> Hans Fallada (1893 - 1947), de son vrai nom Rudolf Wilhelm Adolf Ditzgen, était un écrivain allemand décrivant la vie des petites gens. « Et puis après ? » a pour protagonistes un jeune couple allemand victime de la crise économique et de l'inflation dans les années 1920 ainsi qu'un jeune petit bourgeois qui, confronté au chômage, tombe dans la misère et se réfugie dans le cocon familial.





# « Jaurès et la Paix<sup>(1)</sup> »



PHOTO © JEAN-PIERRE MICHELS

*C'est en 1891, peu après la fusillade de Fourmies et du procès inique au cours duquel les droits des travailleurs sont bafoués, que Jean Jaurès (1859-1914), jusqu'alors républicain modéré, fait le pas vers le socialisme dont il deviendra rapidement l'un des plus éminents leaders.*

## LA VIOLENCE NE RÉGLE PAS LES PROBLÈMES

Convaincu de l'importance du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, il n'en reste pas moins ouvert à une frange de la petite bourgeoisie qui, pour des raisons économiques ou morales, peut devenir une alliée. Député très sensible à la condition ouvrière, en particulier dans les mines et dans l'industrie textile, c'est aussi un homme d'écriture, doté d'un style journalistique percutant. Il collabore à de nombreux journaux, y compris non socialistes et fonde en 1904 « L'Humanité », quotidien qui deviendra à partir de 1920 le journal du Parti Communiste Français. Il est aussi l'un des rares parlementaires socialistes à lire l'allemand et à pouvoir accéder aux textes russes grâce à un ami interprète, ce qui lui donne un avantage appréciable en ces temps troublés où l'information est primordiale. C'est aussi un bon connaisseur de l'histoire de France, et en particulier de l'Affaire Dreyfus et de l'histoire de la Révolution française de 1789. Il écrit, une « Histoire socialiste de la Révolution française » (1901-1903) dans laquelle il ne cache pas son admiration pour Robespierre, ce qui ne l'empêche pas de critiquer certaines erreurs et abus qui ont affaibli et conduit à sa perte ce grand révolutionnaire. Il en tire des enseignements précieux qui détermineront sa réflexion pour sa propre action politique. A l'Internationale Ouvrière, il votera ainsi solidairement une résolution appelant à la grève générale pour empêcher la guerre mais il est convaincu qu'une autre stratégie doit être menée. Elle diffère de la position des pacifistes radicaux, notamment des socialistes telle Rosa Luxemburg qui doute,





elle, du « juridisme » du socialiste français. Car pour Jaurès, auteur de « L'Armée nouvelle » (1911), une armée nationale est nécessaire, mais elle doit être démocratique à tous les niveaux de la hiérarchie et ne peut être en aucun cas une armée de conquête.

## UN FEU QUI COUVE DEPUIS LONGTEMPS

Depuis 1882, la Triple Alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie vise à isoler la France. Celle-ci se rapproche alors du Royaume-Uni et forme une entente cordiale qui s'élargit au début du XX<sup>ème</sup> siècle à la Russie tsariste. Cette Triple Entente perdurera jusqu'en mars 1918 lorsque le jeune pouvoir révolutionnaire russe signera séparément les Accords de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. La tension ne cesse de monter. Ce contexte international alimente les poussées nationalistes et chauvines auxquelles Jaurès va s'opposer résolument. Pour prévenir les conflits, il compte privilégier les arbitrages internationaux : démanteler ces alliances et amener les six protagonistes autour d'une table de négociation. Une sorte de Société des Nations (1919-1946), ancêtre de l'ONU, avant la lettre.

Son action repose sur deux axes. Primo, l'analyse des causes qui nourrissent ce chauvinisme ambiant dont les partisans, en France, imaginent une guerre « fraîche et joyeuse » qui les mènera à Berlin, la « fleur au fusil ». Qui a intérêt à la guerre ? Les grandes entreprises industrielles et financières qui voient dans un conflit une aubaine pour leurs affaires en produisant pour l'effort d'armement et en éliminant des concurrents. La France et le Royaume-Uni, nations colonialistes, se partagent déjà les richesses de l'Afrique et l'Allemagne entend bien bénéficier à son tour d'une part du gâteau. Les bourgeoisies nationales voient d'un très mauvais œil, tant en France qu'en Allemagne, l'essor de la classe ouvrière et la poussée des organisations de travailleurs dont il faut briser l'élan. En Russie, un souffle révolutionnaire se fait sentir depuis 1906. Bref, pour Jaurès, c'est le capitalisme et son « stade suprême » l'impérialisme, comme l'appelait Lénine, qui est responsable de ce climat belliciste. « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage », avait-il déjà proclamé dans un discours en 1895.

Secundo, une pression constante sur le gouvernement pour désolidariser la France de la Russie tout en appuyant la position médiatrice (auquel il est lui-même attaché) de la Grande-Bretagne et une campagne de presse intense pour battre en brèche le

chauvinisme et le nationalisme de la bourgeoisie. C'est cette stratégie qu'il défendra au Bureau de l'Internationale Ouvrière le 30 juillet 1914 à Bruxelles.

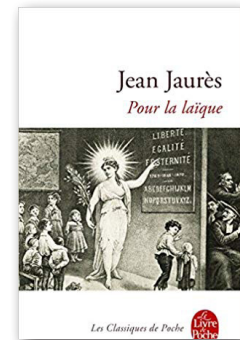
## LA TENSION INTERNATIONALE S'EMBALLÉ

En 1912-1913, Jaurès avait convaincu la gauche socialiste et radicale de s'opposer à la loi portant la durée du service militaire à trois ans, voulue et adoptée par la droite. Il dénonce également dans « L'Humanité » la corruption orchestrée par l'ambassade de Russie dont le gouvernement du Tsar Nicolas II pousse à la guerre. Arrive à la présidence de la République Raymond Poincaré, un Lorrain plutôt catalogué à gauche, mais animé d'un esprit revanchard contre l'Allemagne victorieuse de la France en 1870. Il a comme 1<sup>er</sup> Ministre René Viviani qui fut proche de Jaurès.

Le 28 juin 1914, le Prince autrichien François-Ferdinand et son épouse sont assassinés par un jeune nationaliste Serbe en Bosnie-Herzégovine occupée depuis 1878 par l'Autriche-Hongrie. Le différend évolue en une guerre régionale entre l'Autriche, soutenue par l'Allemagne et la Serbie, soutenue par la Russie. Celle-ci reçoit alors l'assurance de la solidarité de la France. La France se rassure : le conflit restera régional, mais la Russie tsariste pousse à l'élargissement de la guerre contre la Triple Alliance.



PHOTO@ANDENNE.BE



POUR LA LAÏQUE

JEAN JURÈS

Cette édition, établie par Vincent Duclert, historien et spécialiste de Jaurès, permet d'éclairer un discours capital, toujours actuel. Elle propose également un dossier sur la laïcité en France, du vote de la loi de 1905 à nos jours.

Ed: LIVRE DE POCHE

(1) Tous mes remerciements à Pierre Outterijk, historien spécialiste du mouvement ouvrier du Nord de la France, pour m'avoir éclairé de ses connaissances sur Jean Jaurès,

17

HIVER 2018 / ECHOS DE PICARDIE

## LES DERNIERS SOUBRESAUTS DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Le 30 juillet se tient le Bureau de l'Internationale Ouvrière à Bruxelles. Le mouvement contre la guerre est encore très large, même si les socialistes autrichiens ont échoué à changer la volonté guerrière de l'Empereur. Pour Jaurès, la position médiatrice du Royaume-Uni reste un moyen crédible pour éviter l'embrasement.

Le Bureau prend deux décisions importantes : d'une part, il condamne la guerre et appelle la mobilisation de la classe ouvrière contre celle-ci. D'autre part, il décide d'avancer la date du Congrès de l'IO au 9 août au lieu du 15 août initialement prévu, de le tenir à Paris au lieu de Vienne où le climat est peu propice pour le bon déroulement de cette assemblée.

De retour à Paris, Jaurès rencontre les leaders syndicaux Jouhaux et Merrheim (métallurgiste) et les convainc de mobiliser les travailleurs en une gigantesque manifestation en appui à la réunion de l'IO. Il persuade par ailleurs le 1er Ministre Viviani d'empêcher toute répression et toute violence policière à l'occasion de cette manifestation qu'il veut pacifique. Jaurès redoute que la répression ne démobilise les travailleurs.

La stratégie de Jaurès ne s'arrête pas là. Il tend aussi la main aux forces économiques et morales pour qu'elles appuient le mouvement ouvrier. Il compte ainsi s'adresser au Pape Pie X qui a déjà manifesté son hostilité à la guerre pour qu'il lance un message vers les chrétiens afin d'en isoler les courants nationalistes.

Il envisage une forte campagne de presse, bien au-delà de son journal socialiste, pour élargir le mouvement contre la guerre. Parallèlement, il maintiendra la pression sur les chancelleries pour qu'elles continuent à se parler et se désolidarisent des objectifs bellicistes.

C'est sans doute conforté par ce plan pacifiquement offensif appuyé par l'IO et le mouvement ouvrier français, que Jaurès, convaincu que la Paix reste possible, quitte le journal « L'Humanité » le soir du 31 juillet pour s'installer à une table du Café du Croissant où il est assassiné par Raoul Villain, étudiant nationaliste.

À Paris, l'armée est immédiatement appelée en renfort pour prévenir toute manifestation ouvrière.



### OCTOBRE 1917 ET LE MOUVEMENT OUVRIER BELGE

Claude Renard (Auteur)  
Jean Puissant (Préface)

Edition : MEMOGRAMMES

À ce moment, Jaurès reste convaincu que rien n'est joué. Il va s'employer à faire pression sur Viviani, plus modéré que Poincaré, pour que son gouvernement se désolidarise de la Russie. Le tribun socialiste a en outre une bonne connaissance de la stratégie allemande (Plan Schlieffen) en cas de guerre. Il l'a analysée dans son ouvrage « L'Armée nouvelle ». La Belgique, juridiquement neutre mais devenue une puissance coloniale enviée, était la première cible de cette stratégie. Depuis longtemps, la plupart des principaux leaders socialistes s'étaient déjà fait à l'idée de se préparer à la guerre en votant les crédits militaires. Louis de Brouckère écrivait peu avant la guerre<sup>(2)</sup> : « On a voté l'annexion du Congo, on croyait tenir la colonie. On s'aperçoit aujourd'hui que c'est la colonie qui nous tient. Nous sommes entrés dans la ronde « des puissances mondiales », nous y sommes entrés sans que grandisse pour cela notre petite taille qui fait rire de nous. Et les grands ne nous lâcheront pas. Il nous faut suivre leur mouvement, armer quand ils le disent, dépenser quand ils le disent. Il nous faut danser au son de leur musique, comme ce paysan de la légende que le diable menait au bal ». En France, plutôt que prévenir cette funeste perspective, le gouvernement stigmatise l'Allemagne pour faire basculer l'opinion française en faveur de la guerre.

(2) Paru dans « Socialisme et lutte de classes », cité par Claude Renard dans « Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge » publié par le CARCoB chez « MeMogrames ».

## Jaurès rédigeait un plaidoyer pour la Paix quand il fût assassiné !!!





Le 1er Ministre français, Viviani, rend, au nom du gouvernement, un hommage « au républicain socialiste qui a lutté pour de si nobles causes et qui, en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu de son autorité l'action patriotique du gouvernement ». Il s'approprie ainsi le soutien posthume à l'entrée en guerre de la France du pacifiste assassiné. Comme en écho, le Secrétaire Général de la CGT, Léon Jouhaux, déclare : « Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix ; ce n'est pas sa faute si la paix n'a pas triomphé. [... C'est celle des empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie...].

## « Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix »

Nous prenons l'engagement de sonner le glas de vos règnes. Avant d'aller vers le grand massacre, cet engagement, je le prends au nom des travailleurs qui sont partis, et de ceux qui vont partir » .



PHOTO@WIKART.ORG

Dès lors, tout s'emballe. L'Internationale Ouvrière est assassinée avec Jaurès, la résistance à la guerre qu'il incarnait se délite, la social-démocratie rejoint définitivement l'union-sacrée et les puissances militaires passent à l'action provoquant un embrasement général au grand bonheur des marchands de canons. Le 4 août, l'Allemagne envahit la Belgique. La première guerre mondiale est déclarée.

## Jaurès, AUJOURD'HUI.

« Plus jamais ça ! » dirent les Poilus qui revinrent des tranchées en 1918. « Plus jamais ça ! » dirent, trois décennies plus tard, les rescapés des camps de concentration. « Plus jamais ça ! » dirent celles et ceux qui se réjouirent non sans raison de la disparition du Mur de Berlin, symbole de la guerre froide. « Plus jamais ça ! » diront les survivants des guerres de Corée, du Vietnam, d'Algérie, d'Irak, de Palestine, du Rwanda, de Syrie, ... et de tant d'autres qui, aujourd'hui encore, ensanglantent la planète. Les populations civiles sont de plus en plus prises pour cible, en dépit du droit international, entraînant de nouveaux exodes. Tandis que se réjouissent, à travers le monde, les complexes militaro-industriels, ceux-là même que dénonçait le Général Eisenhower à la fin de son mandat présidentiel en janvier 1961. Des centaines de milliards sont engloutis chaque année dans les budgets militaires, faisant les choux gras des multinationales de l'armement. Les alliances prétendent « défensives » se muent en force d'intervention et se substituent à ce qui devait être le garant de la paix entre les peuples, l'ONU. Un autre rêve de Jaurès...

## « L'histoire ne se répète pas, elle bégaie »

écrivait Marx.

La paix reste un enjeu vital pour notre humanité et la poursuite du combat de Jaurès plus nécessaire que jamais.

✍ JEAN-PIERRE MICHIELS  
ANIMATEUR EN ÉDUCATION PERMANENTE  
AU CLUB ACHILLE CHAVÉE



# « Henri La Fontaine : au-delà du nobel ! »

PHOTO@MUNDANEUM.ORG



*Lorsqu'il reçoit en 1913 le Prix Nobel de la Paix, Henri La Fontaine a 59 ans. Ce prix récompense l'action qu'il mène depuis pratiquement la fin de ses études en faveur de la paix, de l'égalité et de la démocratie dans une foule d'associations au sein desquelles il est actif (la plus connue est le Bureau International de la Paix B.I.P.) ou qu'il a contribué à créer (citons en particulier l'Institut International de Biographie et le Mundaneum) ou encore dans les loges maçonniques et en tant qu'élu du peuple (La Fontaine sera Sénateur socialiste de 1895 à 1935).*

Diplômé de l'Université Libre de Bruxelles en 1877, il adhère au pacifisme dès le début des années 1880 grâce à sa rencontre avec Hodgson Pratt (1824-1907) fondateur, à Londres, de l'Association Internationale de l'Arbitrage et de la Paix. Suite à cette rencontre, La Fontaine se lance dans la création d'une section belge qui verra effectivement le jour en 1880 sous le nom de Société Belge de l'Arbitrage et de la Paix. Dès ce moment il multiplie les actions, les rencontres, les conférences en faveur de la paix. Toujours en mouvement il participe à tous les congrès, toutes les conférences internationales.

**Il multiplie les actions, les rencontres, les conférences en faveur de la paix.**

Il faut dire que la période est riche pour le mouvement pacifiste : apparition de nouvelles sociétés pacifistes un peu partout en Europe, tenue quasi annuelle à partir de 1889 de Congrès Universels de la Paix, création la même année de l'Union Interparlementaire (à laquelle La Fontaine collabore activement à partir de 1895) qui regroupe des parlementaires désireux de promouvoir l'arbitrage international et la paix. Puis la fondation en 1891 du Bureau International de la Paix destiné à coordonner l'activité des différentes associations pacifistes et que la Fontaine présidera de 1907 ... à son décès en 1943 !

En Belgique, il parvient à rassembler les diverses associations pacifistes et à organiser le premier Congrès National de la Paix (Bruxelles 1913). Le Prix Nobel obtenu la même année est donc une conséquence logique et méritée ...

Reste que, quelques mois plus tard, le déclenchement de la guerre constitue une terrible déception pour tous ces pacifistes européens qui se dépensent sans compter depuis des années.

Pour La Fontaine, le conflit sonne comme l'échec de son action. Pourtant, jusqu'au bout, il aura tout fait pour éviter la catastrophe comme de convoquer le 30 juillet 1914 à Bruxelles une cinquantaine de pacifistes européens (mais aucun Austro-Hongrois ne participa !) pour envoyer, dans un effort désespéré, toute une série de télégrammes aux chefs d'Etats européens et rédiger un manifeste en faveur de la paix. A soixante ans, il pourrait laisser tomber les bras d'autant qu'il est souffrant ( il a subi plusieurs crises cardiaques ). Ce serait mal le connaître !

Il s'établira d'abord à Londres puis en avril 1915 aux Etats-Unis où il poursuivra son travail de rassembleur des forces pacifistes. Il donnera aussi de nombreuses conférences, rencontrera le Sénat américain et le Président Woodrow Wilson à la fois par parler de l'après-guerre, mais aussi pour attirer l'attention du peuple et des édiles américains sur la souffrance de la population belge.

Il profite aussi de ses premières années de guerre pour rédiger sur oeuvre maîtresse, la "Magnissima Charta", texte qui résume ses convictions et qui synthétise tout ce qu'Henri La Fontaine a accumulé en participant à tous ces congrès et conférences internationales. Le texte est un vrai programme de gouvernance pour le monde. Il est publié en anglais à Boston en 1917. A distance et malgré l'intervention de nombreux de ses amis dont Dick May et le Sénateur Eugène Goblet d'Alviella, La Fontaine ne parviendra pas pour des raisons diverses (difficultés de trouver les 200 souscripteurs exigés par l'éditeur parisien Alcan, retard dans l'acheminement de la correspondance entre les Etats-Unis et la France, puis fin de la guerre, etc.) à conclure l'édition en langue française <sup>(2)</sup>. Quoi qu'il en soit, le livre édité aux Etats-Unis contribuera certainement à confirmer le Président américain dans son projet de créer, après la guerre, une instance internationale : la Société des Nations. Pour ce projet et sa concrétisation et bien que les Etats-Unis ne l'intégreront jamais, le Président Wilson recevra à son tour en 1919 le Prix Nobel de la Paix.

Son discours, prononcé le 20 novembre 1920 lors de la huitième séance plénière de la première Assemblée de la SDN illustre parfaitement cela : « Messieurs, vous excuserez un vétéran de l'idée dont cette Assemblée est l'aboutissement, de vous dire l'émotion profonde qu'il a ressentie en pénétrant dans cette salle. L'idée qui est enfin une réalité date de loin et mes premières paroles doivent être des paroles de reconnaissance envers ceux qui ont lutté en des temps où nul ne voulait croire à la possibilité d'une Société des Nations (...). Si, en rentrant dans cette salle, j'ai senti l'émotion que je vous disais, j'y suis entré également avec une certaine inquiétude (...) Cette Assemblée se trouve, en effet, devant un double danger : être purement diplomatique ou purement parlementaire. (...) Elle n'est plus diplomatique au sens propre du mot, parce que nous n'avons plus à délibérer sur des intérêts nationaux dirigés les uns contre les autres, nous efforçant d'arriver à des transactions.

(2) La Fondation Henri La Fontaine a décidé de publier, un siècle après l'édition américaine la "Magnissima Charta" en français (parution décembre 2018). Tout renseignement : fondation.hlf@mundaneum.be;



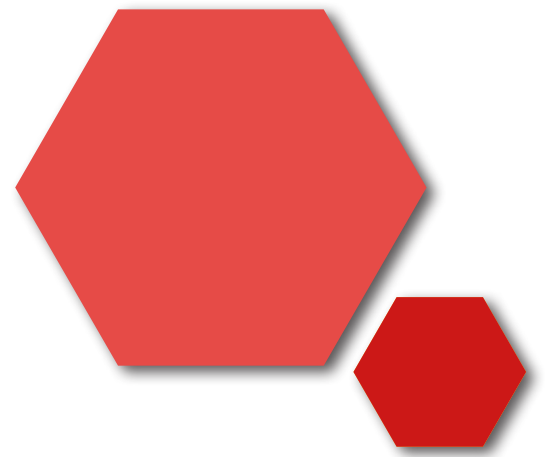
A la fin de la guerre, le 5 décembre 1918, La Fontaine revient en Belgique et reprend ses activités, notamment de Sénateur. En 1919, il est désigné en qualité de Conseiller Technique à la Conférence de la Paix qui se tient à Paris. C'est cette Conférence qui décidera de la création de la Société des Nations (SDN) qui se réunira quelques mois plus tard à Londres avant de s'installer en 1920 à Genève. La Fontaine siégera en tant que délégué de la Belgique à l'Assemblée Générale de la SDN, puis en sera écarté à cause de ses divergences de vue avec certaines grandes puissances. Car, pour La Fontaine et pour de nombreux pacifistes des anciennes sociétés de paix, il apparaît très vite qu'il faut revoir le texte constitutif de la SDN. Pour eux, la SDN telle qu'elle a été conçue, ne peut fonctionner.



D'autre part, nous ne sommes pas non plus des parlementaires, parce que nous ne représentons pas ici des partis, nous ne luttons plus pour des idées comme celles pour lesquelles nous luttons à l'intérieur de nos nations. Nous sommes ici l'humanité qui délibère avec elle-même et nous sommes forcés, malgré nous, heureusement, de délibérer sur des intérêts généraux et communs à l'humanité toute entière (...). Le seul reproche que je veuille faire au rapport actuellement en discussion, est que la vision de ce que doit être notre Assemblée n'apparaît pas au travers de ce rapport du conseil d'administration énumérant les faits dans toute leur sécheresse. (...)

**(...) Deux problèmes, en effet, dominant en ce moment la situation mondiale, le problème économique et le problème des armements. (...)**

Deux problèmes, en effet, dominant en ce moment la situation mondiale, le problème économique et le problème des armements. (...) ». La Fontaine est donc conscient de la faiblesse de la SDN, de son manque de moyens de coercition (absence de forces armées sous le contrôle de la SDN) et met en avant le risque d'enliser les débats dans de vaines manoeuvres diplomatiques. Il met aussi en évidence les questions économiques, ce qui est assez rare à l'époque : « Chacune des nations qui



**« Très vite il s'inquiète de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne et fustige ses compatriotes ? »**

occupent ces territoires divers s' imagine qu'elle a, sur les biens naturels que produit son sol ou qui se trouvent dans son sous-sol, des droits réservés à elle seule, qu'elle est en quelque sorte propriétaire de ces éléments. Cette idée, nous devons nous efforcer de la chasser de nos esprits. Ces produits servent à l'humanité tout entière et doivent être à la disposition de l'humanité tout entière dans les conditions d'égalité aussi parfaites que possible. C'est là le principe sur lequel nous devons construire le monde de demain ».

Quoiqu'il en soit, la création de la SDN va profondément diviser le mouvement pacifiste. Pour les uns, la SDN est la solution et il convient de l'appuyer sans réserves. D'autres refusèrent de fusionner avec le nouveau pacifisme « esdenien » considérant qu'il ne devait pas cantonner leur action à la seule Société des Nations. Cette dispersion des forces et l'existence de positions difficilement conciliables allait incontestablement affaiblir la cause pacifiste. La Fontaine, le B.I.P., multiplient les efforts de rassemblement, mais en vain.

L'amertume commence à le gagner. Ainsi le 31 octobre 1931, dans une lettre à Henri Golay, il écrit : « Tout ce monde me devient profondément antipathique pour ne pas employer un qualificatif plus dur » (extrait cité par Vincent Rauzier, mémoire de master 2, Université de Grenoble, 2009). En 1935, invité à participer à une réunion destinée à promouvoir la création d'une association universelle pour la protection internationale de

**« En ma qualité de pacifiste impertinent, j'abhorre et je condamne tous ceux qui acceptent la survivance de la guerre sans protester et s'incliner devant la prétendue fatalité de ce crime abominable. »**



l'humanité, il écrit durement : « *En ma qualité de pacifiste impertinent, j'abhorre et je condamne tous ceux qui acceptent la survivance de la guerre sans protester et s'incliner devant la prétendue fatalité de ce crime abominable* ». Un ton qu'on ne lui connaissait pas.

Très vite il s'inquiète de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne et fustige ses compatriotes devant leur cécité.

Petit à petit son rôle s'estompe. Il n'est plus réélu sénateur (1932). Le Gouvernement belge décide de fermer les portes du Palais Mondial/Mundaneum (1934) Il quitte de nombreuses présidences actives pour devenir ici et là « honoraire ». La presse le brocarde de plus en plus l'estimant dépassé et doux rêveur !

Il meurt en 1943 à 89 ans à un des moments les plus sombres de l'histoire : la puissance hitlérienne semble invincible et le sort de la guerre paraît joué. Il sera enterré presque anonymement au cimetière de Bruxelles (sa tombe ne comporte aucun nom ni référence à son Prix Nobel).

Heureusement, dans les mois qui suivent, le cours de la guerre s'inverse. L'Allemagne nazie s'écroule et, c'est le plus important pour l'avenir, l'O.N.U. est créée corrigeant un grand nombre des défauts de la S.D.N.

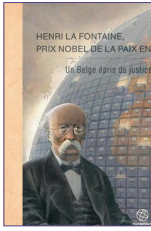


PHOTO@ARCHIMAGE.COM

En quelque sorte, le multilatéralisme défendu par Henri La Fontaine a gagné en mettant en place des procédures internationales, politiques, judiciaires et aussi militaires, capables de réguler les conflits du monde. Bien sûr, on le sait, tout n'est pas parfait. Loin s'en faut et des réformes sont sans aucun doute nécessaires. Mais incontestablement, depuis sa création, l'O.N.U. a eu un rôle majeur qu'il ne faut pas négliger.

Or, aujourd'hui, avec la transformation des équilibres mondiaux, la réduction du pouvoir des États, les crises financières à répétitions, la crise des réfugiés, la montée en force de nouveaux acteurs mondiaux, c'est le principe même du multilatéralisme qui est mis en cause.





**HENRI LA FONTAINE.**  
René RÉMOND

*Prix Nobel de la Paix en 1913.  
Un belgc épris de justice*

**ADANT Jérôme.**  
**ARCHER, Colin.**  
**BARTHOLOMEEUSEN,**  
**Henri**

Edition : «RACINE»

La dernière Assemblée Générale de l'O.N.U. de septembre 2018 illustre parfaitement le propos. D'un côté de nombreux dirigeants, dont le Président Macron (« *Certains ont choisi la Loi du plus fort. mais elle ne protège aucun peuple. Nous choisissons une autre voie : le multilatéralisme* » et « *Nous sommes un pays qui a fait beaucoup d'erreurs, de mauvaises choses (...)* Mais j'ai l'universalisme chevillé au corps, et je ne m'habitue pas à ces unilatéralismes quand le siècle qui s'ouvre nous regarde », discours à la tribune des Nations Unies le 25 septembre 18) et le Premier Ministre Charles Michel (« *le monde est désormais divisé en deux blocs, comme autrefois. Sauf que maintenant, l'un croit au multilatéralisme et l'autre n'y croit pas. Il est clair que les États-Unis font partie du deuxième camp. L'Europe s'affirme elle comme le leader du multilatéralisme* » discours à la tribune des Nations Unies, 26 septembre) ont rappelé leur attachement au principe du multilatéralisme. Alors que de l'autre, des dirigeants importants, chinois, indien et russe, manquaient à l'appel. Quand au Président américain, avec son « America First », on connaît son peu d'attachement au multilatéralisme comme il l'a démontré en sortant de quantité de traités et d'institutions (comme l'Accord de Paris sur le climat ou encore la sortie des USA de l'UNESCO). Quant au pouvoir judiciaire international qu'Henri La Fontaine appelait de ses vœux, il serait, selon le Président Trump, « déjà mort ». Et il menace de sanctionner la Cour Pénale Internationale ...

*Ne jamais penser que c'est impossible et poursuivre, toujours et parfois contre tout (et tous) l'oeuvre commencée*

Reste à savoir de quel crise il s'agit ? Est-ce la fin du principe même du multilatéralisme ou est-ce la démonstration que l'ordre mondial tel qu'il a été construit tout au long du XXème siècle est obsolète et qu'aujourd'hui se met en place un nouvel ordre mondial dont la Chine est le nouvel épiceutre ? Car, dans la crise actuelle du système, il y a une profonde mise en cause des « valeurs libérales » promues tout au long du XXème siècle par l'Occident. Ce refus de l'Occident qui se traduit par exemple dans l'hindouisme triomphant de Mode ou dans le nationalisme conservateur d'un Erdogan. C'est vrai que l'idée multilatérale avait son panache. Les pacifistes de tout pays, et La Fontaine y a joué un rôle essentiel, ont fini par faire comprendre

aux dirigeants, le Président Wilson en tête, que les affaires du monde devaient être gérées par la collectivité des Etats regroupés en une organisation mondiale. Dans sa philosophie même, le système de pensée multilatéral apparaissait juste et parfait : une négociation – même difficile – vaut mieux que la guerre ou cent négociations bilatérales. La pratique des décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale et le grand nombre de sujets économiques, sociaux ou politiques traités a permis de progresser rapidement, grâce à cette approche nouvelle des relations internationales.

Sans oublier la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclamée par l'ONU en 1948 et qui reste, septante ans après son adoption, sans doute le texte le plus essentiel écrit par et pour l'Humanité.

Mais peu à peu le système s'est alourdi et puis s'est enlisé. On ne compte plus les sujets que l'ONU est incapable de résoudre. Alors ? Le rêve de La Fontaine pour un ordre mondial pacifié et respectueux de chacun né à la fin fin du XIX siècle, secoué par le premier conflit mondial, enlisé dans les discussions souvent stériles de la SDN, bousculé et piétiné par le second conflit mondial, pour renaître après celui-ci dans l'ONU, serait-il une nouvelle fois en danger ? Ce qui est certain, c'est que la porte de sortie implique de repenser le fonctionnement du système multilatéral en répondant concrètement aux différentes crises et en repensant les équilibres géopolitiques de façon à empêcher que quelques-uns continuent à déterminer l'avenir du monde pour tous.

Cela implique surtout d'avoir une attitude bienveillante et de travailler à la recherche de la meilleure solution possible pour le plus grand nombre et non pour soi. C'est ce changement de mentalité qu'il faut promouvoir. Et on le sait ce sera difficile ! Très difficile ! Puisque partout monte l'égoïsme si bien relayé par les extrémistes et les populistes.

Mais ce que La Fontaine nous a appris, c'est de ne jamais abandonner son rêve même aux heures les plus noires.

N'est-ce pas cela son plus beau message ? Ne jamais penser que c'est impossible et poursuivre, toujours et parfois contre tout (et tous) l'oeuvre commencée.

 **DANIEL SOTIAUX**  
PRÉSIDENT DE LA FONDATION  
HENRI LA FONTAINE



PHOTO@E.SOIR.BE

Daniel SOTIAUX est né en Belgique en 1954.

Après des études de droit, de journalisme et de théâtre, il entame une carrière administrative tout en s'investissant dans le secteur associatif culturel (éducation permanente, cinéma, musique, arts plastiques, ...).

Il est aussi auteur de plusieurs ouvrages et de très nombreux articles notamment sur les médias et les questions interculturelles.

Sur le plan administratif, après avoir dirigé pendant 8 ans (1983-1991) le Département des Relations Culturelles Internationales au sein de l'Administration des Relations Internationales de la Communauté Française de Belgique (CGRI), il sera nommé « c'est-à-dire représentant plénipotentiaire » de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles et de la Région Wallonne à l'étranger, successivement au Zaïre (aujourd'hui République Démocratique du Congo), au Sénégal (avec compétences sur le Burkina Faso et la Mauritanie), en Tunisie, au Maroc (avec compétences sur l'Algérie et la Mauritanie), en Roumanie (avec compétences sur la Bulgarie, la Moldavie et la Macédoine) et au Canada (Province du Québec).

Il est retraité depuis 2017. Depuis, il a repris plusieurs activités culturelles dont principalement : Président de la maison de production discographique "Igloo Records", Président de la Fondation Henri La Fontaine et Conseiller du Recteur de l'Université Libre de Bruxelles pour la culture.

## FONDATION HENRI LA FONTAINE

Humaniste, pacifiste, féministe : Henri La Fontaine est une grande figure de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Né à Bruxelles en 1854, il choisit d'étudier le droit à l'Université Libre de Bruxelles et se spécialise en droit international. Confiant dans le progrès du droit et de la justice, il saisit la voie du pacifisme pour agir sur la société. Son projet le conduit à imaginer et à participer à la Société des Nations, prémisses de l'Organisation des Nations Unies. Dans un souci de paix, il apporte sa pierre à l'édifice de l'Office International de Bibliographie en 1895. Avec Paul Otlet, il crée le "Mundaneum" où tous les savoirs du monde devaient être réunis afin que de la connaissance naisse la paix et la compréhension universelle.

Homme politique socialiste, Vice-président du Sénat, franc-maçon, il milite pour le suffrage universel et l'émancipation des femmes. Il publie de nombreux articles et ouvrages tant sur les questions juridiques et littéraires que politiques.

En 1913, Henri La Fontaine a reçu le Prix Nobel de la Paix.

En 2009, à l'initiative du "Mundaneum" aujourd'hui implanté à Mons, un comité est réuni afin de préparer une série d'activités d'hommage à l'occasion du centième anniversaire de la remise de son Prix Nobel de la Paix.

En 2011, le comité crée la Fondation Henri La Fontaine.

Ses activités :

- Entretenir la mémoire d'Henri La Fontaine notamment en attribuant tous les deux ans le Prix International Henri La Fontaine pour l'Humanisme;
- Organiser toute activité, édition, colloque, ... s'inscrivant dans la suite des grands combats d'Henri la Fontaine. C'est ainsi que la Fondation a en 2016 publié l'ouvrage « Quelle connerie la guerre! », recueil de textes sur le pacifisme, la tolérance et la fraternité universelle.

### FONDATION HENRI LA FONTAINE

c/o Mundaneum

Rue des Passages, 15

B 7000 Mons - Belgique

FONDATION.HLF@MUNDANEUM.BE

FONDATION-HLF.MUNDANEUM.ORG



PHOTO@MUNDANEUM.ORG

25

HIVER 2018 / ECHOS DE PICARDIE



# « 1918/1919 - 1939 D'une guerre à l'autre »

*Il ne faut pas confondre l'Armistice du 11 novembre 1918 et le Traité de Versailles qui, en 1919, met fin officiellement à la guerre entre l'empire allemand et les « puissances alliées ». Un armistice signifie l'arrêt des combats et non la paix officielle.*

## POURQUOI LE TRAITÉ DE ET À VERSAILLES ?

C'est à Paris que la « Conférence de la paix » s'est ouverte en janvier 1919. Mais il s'agit de venger l'affront infligé par les Allemands vainqueurs de Napoléon III. Les « Prussiens » avaient, le 18 janvier 1871, proclamé le II<sup>ème</sup> Reich dans la galerie des Glaces du Château de Versailles. Le Roi de Prusse était alors devenu l'Empereur (le « Keizer ») Guillaume 1<sup>er</sup> d'Allemagne.

*« Nous avons gagné la guerre, il va falloir gagner la paix, ce sera encore le plus difficile »*

« Nous avons gagné la guerre, il va falloir gagner la paix, ce sera encore le plus difficile »

Prononcée par le Président du Conseil de la III<sup>ème</sup> République Française Georges Clémenceau, cette phrase témoigne des difficultés caractérisant les négociations. La conférence de la paix réunit 27 Etats dont les délégués sont répartis en 52 commissions et sous-commissions. L'euphorie de la victoire va faire place aux intérêts contradictoires des vainqueurs.

## DEUX ABSENTS DE MARQUE : L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE

Si le II<sup>ème</sup> Reich allemand est, en 1914, dans le camp des pays ennemis, la Russie impériale est alors alliée à la France et à l'Angleterre.

### L'ALLEMAGNE

En août 1918, le II<sup>ème</sup> Reich est remplacé par la « République de Weimar ». Le pays est déchiré par des conflits internes violents entre « Droite » ( anciens combattants des Corps Francs et des Casques d'acier ) et « Gauche » ( sociaux - démocrates et communistes ). Le mouvement spartakiste de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg (tous deux assassinés) est écrasé par les Corps Francs à Berlin en janvier 1919.

## FRUSTRATIONS ALLEMANDES « LE COUP DE POIGNARD DANS LE DOS »

En 1918, une grande majorité d'Allemands s'estiment trahis par « l'ennemi intérieur » : les Juifs, les francs-maçons, la gauche socialiste et communiste ... Même Ebert, Président social-démocrate de la République de Weimar en 1919, a dit aux militaires : « Vous n'avez pas été vaincus ! ». Imposé par l'ennemi extérieur (les pays vainqueurs : France, Angleterre, etc...), le Traité de Versailles devient en Allemagne le « diktat ».

## LA VIEILLE RUSSIE LA « TRAHISON » DE L'URSS

Depuis 1907, La Russie tsariste, l'Empire britannique et la République Française forment la « Triple Entente ». Logiquement, la Russie aurait dû participer aux négociations parisiennes de 1919.



## RÉVOLUTIONS ET GUERRE CIVILE RUSSES

En mars 1917, le pouvoir du Tsar Nicolas II s'effondre suite à la « Première révolution ». Un gouvernement provisoire s'installe à Petrograd (l'ancienne Saint-Petersbourg). Il sera dirigé par les Mencheviks de Kerenski. L'empire russe devient une république et Moscou redevient capitale en mars 1918. La famille impériale est massacrée en juillet de la même année. Cependant, les révolutionnaires communistes (les Bolcheviks) de Lenine et Trotski minent le pouvoir menchevik renversé par la « Révolution d'octobre » à Petrograd en novembre 1917 (octobre selon le calendrier russe). L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) sera proclamée le 30 décembre 1922. Elle durera officiellement jusqu'au 25 décembre 1991. Mais une guerre civile impitoyable opposera les « rouges » bolcheviks aux « blancs » tsaristes... Malgré l'aide de troupes tchèques, anglaises, japonaises et polonaises, les « blancs » seront écrasés en 1920.

### BREST-LITOVSK 3 MARS 1918

De 1914 à 1917, les pertes russes dans les combats contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont énormes : 2 millions et demi de morts. Lenine, désireux de renforcer le pouvoir communiste soviétique, et confronté à la guerre civile contre les « blancs », veut une paix immédiate avec l'Allemagne victorieuse de l'armée russe. Le Traité de Brest-Litovsk met donc fin à la guerre entre la Russie et les « puissances centrales » : Allemagne, Autriche-Hongrie et Turquie. La Russie perd la Pologne, la Finlande, les Pays Baltes ainsi que la Bessarabie roumaine.

### TRAHISON RUSSE SELON LES « ALLIÉS » OCCIDENTAUX ?

Pendant la conférence de la paix, la France, l'Angleterre et les USA, principalement, reprochent à leur ancien allié russe d'avoir unilatéralement conclu la paix avec l'Allemagne impériale à Brest-Litovsk, ce qui a permis aux Allemands de ramener des troupes considérables pour relancer leur offensive en France... Sans oublier la peur occidentale de la « contagion rouge » des Bolcheviks ! Ainsi, la Russie ne sera pas invitée à Paris et à Versailles.

### LE « CONSEIL DES QUATRE » LES USA

Trop nombreux, parfois rivaux, affaiblis par la guerre ou éloignés, la plupart des Etats invités s'effacent devant les principaux vainqueurs : les USA, la France, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon. Mais ce dernier pays ne nourrit aucune ambition européenne. Il recevra toutefois le mandat des anciennes possessions allemandes du Pacifique et poursuivra sa politique impérialiste dans l'ancien empire chinois lui aussi déchiré par une guerre civile et dont les délégués sont confrontés aux représentants japonais à Paris. Les premiers rôles sont dévolus à quatre chefs de gouvernement : Clémenceau pour la France, Lloyd George pour l'Angleterre, Orlando pour le Royaume d'Italie et Wilson, le Président démocrate des USA. Aucun Président des Etats-Unis n'était jusqu'alors venu en Europe.

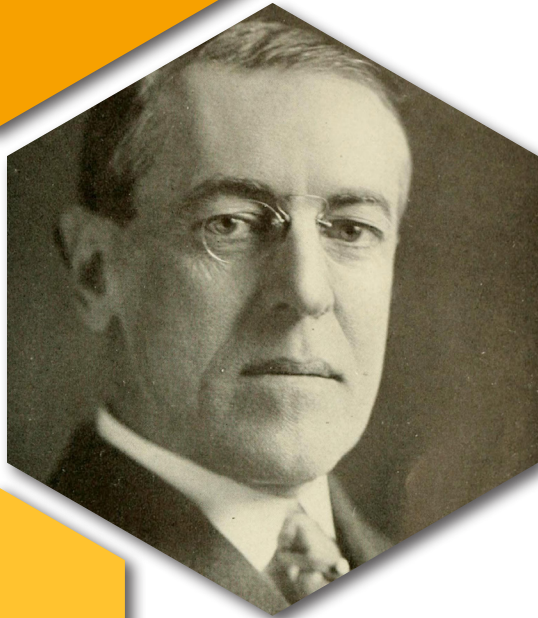


### LES USA : UN NOUVEAU VENU DE POIDS

Entrés en guerre dès 1917, ils interviennent efficacement en France contre les troupes allemandes en 1918. Intacts et riches, les Etats-Unis deviennent les prêteurs de fonds de l'Europe pour les frais de guerre et de reconstruction.



PHOTO@ORIENTXXLINFO



### LES 14 POINTS DU PRÉSIDENT WILSON ET SA « NOBLE CANDEUR » (SELON CLÉMENCEAU) 8 JANVIER 1918

Le chef d'Etat américain idéaliste et libéral tient un discours messianique sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »... Sans tenir compte des accords plus ou moins secrets conclus entre divers pays européens alliés pendant la première guerre mondiale, notamment à propos des revendications italiennes, juives ou arabes.

#### LES 14 POINTS :

- Plus de diplomatie secrète
- Liberté de navigation sur les mers
- Suppression des barrières économiques
- Réduction des armements
- Etude des revendications coloniales conformément aux intérêts des populations (colonies françaises, anglaises et italienne)
- Réorganisation de la Russie (peur du communisme)
- Restauration de la Belgique
- Réparation du tort fait à la France en 1871 : Alsace et Lorraine
- Rajustement des frontières italiennes selon les nationalités (Tyrol et côte dalmate)
- Autonomie des peuples de l'Autriche-Hongrie (Slaves et Hongrois)
- Evacuation par l'Autriche de la Roumanie, du Montenegro et de la Serbie. Il faudra tenir compte des nationalités et des religions (catholique, orthodoxe et musulmane)
- Autonomie des peuples non-turcs de l'ex-Empire ottoman (Arabes, Juifs, Kurdes, Druses et Arméniens)
- Constitution d'une Pologne indépendante avec accès à la mer
- Formation d'une SDN (Société des Nations)

D'UNE GUERRE À L'AUTRE

## CONTROVERSES ET « NATIONALITÉS »

Désireux de ne pas accabler les populations « ennemies » et d'éviter tout « partage de butin », Wilson méconnaît les rancoeurs européennes, surtout de la France saignée par la guerre. L'Angleterre anglo-saxonne sera toutefois plus réceptive. Les problèmes sont considérables tant les peuples sont imbriqués, surtout dans les Balkans.

### ATTITUDE ANGLAISE

Lloyd George veut maintenir la puissance navale britannique et garantir les intérêts économiques de son pays, tout en se méfiant de la France qui se méfie de l'Allemagne

### ATTITUDE FRANÇAISE

Clémenceau n'oublie pas les agressions allemandes de 1870 et de 1914, alors que la population de l'ex-Reich compte 60 millions d'habitants dans un pays qui a subi peu de dommages, contrairement à la France. Faut-il démembrer l'Allemagne ? En tout cas, l'« Allemagne paiera » les destructions infligées aux régions françaises dévastées par les combats !



GEORGES CLEMENCEAU@ARCHIVESNDEEER

### ATTITUDE ITALIENNE

Orlando réclame la réalisation des promesses faites au royaume italien pour qu'il entre en guerre aux côtés des « Alliés » français, anglais et russes en 1915. L'Italie ne recevra que quelques territoires du Tyrol autrichien et de la presqu'île de Pola sur l'Adriatique. Mussolini et ses partisans adopteront le slogan « La paix mutilée ».



## LES TRAITÉS « INÉGAUX » DE PAIX

Tous ces traités sont liés par les principes « wilsoniens ».

Le Traité de Versailles, 28 juin 1919  
Responsabilités ?

Pas de « procès de Nüremberg »  
avant la lettre !

Si le « diktat » de Versailles prévoit la mise en accusation de l'ex-Empereur allemand Guillaume II réfugié en Hollande et si le même « diktat » impose au gouvernement de Weimar de reconnaître aux vainqueurs la « liberté » d'organiser des tribunaux militaires, ni le Keizer déchu, ni les criminels de guerre allemands ne seront poursuivis ... Il n'y a donc pas eu en 1919 l'équivalent du Tribunal de Nüremberg qui jugera les criminels nazis de 1945 à 1946.

*L'Allemagne et son peuple sont responsables de la première guerre mondiale*

### PRINCIPES ESSENTIELS

- L'Allemagne et son peuple sont responsables de la première guerre mondiale.
- L'Allemagne et ses alliés sont responsables des pertes et dommages subis par les gouvernements (vainqueurs) alliés et leurs populations.
- L'Allemagne s'engage à réparer tous les dommages causés aux civils des puissances alliées victorieuses.
- Le montant des dommages sera fixé par la Commission des Réparations.
- Les territoires allemands de Rhénanie seront occupés pendant 15 ans par les troupes des puissances alliées victorieuses.
- L'Allemagne doit reconnaître les nouveaux Etats et leurs frontières.

## LES PUISSANCES SIGNATAIRES VICTORIEUSES

Les « Grands » : USA, Empire britannique, France, Italie et Japon. Les puissances alliées et associées, entre autres : Belgique, Portugal, Grèce, Roumanie, Siam (Thaïlande), Chine, Hedjaz (Arabie saoudite) et trois nouveaux pays : Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, ainsi que plusieurs Etats d'Amérique latine.

## LA PUISSANCE SIGNATAIRE VAINCUE : L'ALLEMAGNE

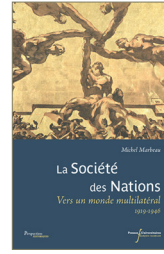
L'Assemblée de Weimar accepte le traité (22 juin 1919)

## LE PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (SDN)

Fruit des idéaux du Président Wilson, il précède le texte du « diktat » (Traité de Versailles)

## CLAUSES POLITIQUES L'ALLEMAGNE COUPÉE EN DEUX :

- L'Allemagne doit démilitariser le Rhénanie. Les mines de charbon de la région deviennent françaises mais la France ne peut annexer la rive gauche du Rhin.
- La Sarre cesse d'être allemande pour être administrée pendant 15 ans par la SDN (jusqu'en 1935). Les Sarrois choisiront alors par plébiscite leur nationalité.
- La France récupère l'Alsace-Lorraine.
- L'Allemagne doit reconnaître l'indépendance de l'Autriche (très diminuée) qu'elle ne pourra pas annexer (pas d'Anschluss).
- L'Allemagne doit reconnaître l'indépendance ainsi que les frontières de deux nouveaux pays : la Tchécoslovaquie et la Pologne recréée. Pour que les Polonais aient un accès à la Mer Baltique, le Traité confisque des territoires allemands : le « Corridor de Danzig » qui coupe l'Allemagne en deux car la Prusse orientale sera séparée du reste du territoire de la République de Weimar ! Danzig sera une « ville libre » administrée par la SDN.
- La Belgique reçoit Eupen et Malmédy ainsi que l'administration du Ruanda-Urundi, deux possessions allemandes africaines.



## LA SOCIÉTÉ DES NATIONS VERS UN MONDE MULTILATÉRAL 1919-1946

Michel MARBEAU

*Voici, pour la première fois en France, une synthèse complète de l'histoire de la première organisation internationale d'envergure. Fruit de l'espoir utopique d'un monde apaisé après la première guerre mondiale, elle a largement contribué au renouveau des relations internationales sans toutefois réussir à stopper la marche vers la seconde guerre mondiale. La Société des Nations : échec ou réussite ?*

Edition : Presses Universitaires  
François-Rabelais



### CLAUSES MILITAIRES

- L'armée allemande impériale devient la « Reichswehr » : 100.000 hommes destinés à maintenir l'ordre. L'industrie d'armement ne pourra produire ni blindés, ni aviation, ni sous-marins.
- Le service militaire obligatoire et toute instruction militaire sont interdits.

### LES RÉPARATIONS

Prévues dans les « 14 points », elles sont l'objet de discussions longues et acharnées non seulement entre les vainqueurs et l'Allemagne, mais aussi entre les pays victorieux. L'intransigeance française (« L'Allemagne paiera ») se heurte au « réalisme » anglo-américain désireux de ménager un marché de 60 millions d'Allemands. Il faut aussi éviter que la population allemande se tourne vers l'extrême-gauche bolchevique.

En 1921, la Commission des Réparations annonce que l'Allemagne devra payer 132 milliards de marks-or : indignation dans la République de Weimar et dans certains milieux économiques anglo-saxons évoquant pour l'Allemagne « un fardeau insupportable... aussi criminel que l'invasion de la Belgique » !

## OCCUPATION DE LA RUHR INDUSTRIELLE PAR LES TROUPES FRANCO-BELGES, 1923

On la justifie par le non-paiement des réparations.



### MORATOIRE ET LIQUIDATION

Finalement, des économistes américains proposeront un moratoire de paiement qui aboutira en 1929 à déterminer un planning de paiement des Réparations en 59 annuités jusqu'en 1988 !!!

*Finalement, des économistes américains proposeront un moratoire de paiement qui aboutira en 1929 à déterminer un planning de paiement des Réparations en 59 annuités jusqu'en 1988 !!!*

## LA SDN ET L'ISOLATIONNISME AMÉRICAIN

Destinée à « maintenir la paix en maintenant le droit et la justice », la Société des Nations concrétise un des 14 points chers au Président américain Wilson. Inaugurée à Genève le 10 janvier 1920, elle souffre de l'absence des USA dont le Sénat a refusé de ratifier le Traité de Versailles en novembre 1919 et donc, par voie de conséquence, son entrée dans la SDN.

## RETOUR DE L'ISOLATIONNISME

En 1921, Wilson malade ne sera pas réélu. Les présidents suivants seront républicains et reprendront une politique isolationniste : « America first ».

## ELARGISSEMENT ET IMPUISSANCE

Les 32 pays fondateurs de la SDN seront rejoints, entre autres, par l'Allemagne de Weimar (1926), la Turquie (1932) et l'URSS (1934).

Mais la Société n'obtiendra jamais des pays membres les effectifs militaires pour faire respecter ses engagements... L'exemple de la guerre civile espagnole (1936-1939) est révélateur à cet égard.

Une création durable de la SDN : la Cour permanente de Justice Internationale de La Haye dès 1922.

## LES « MANDATS » DE LA SDN

Dans le cadre des 14 points, d'anciennes colonies allemandes et d'anciens territoires turcs ottomans deviennent des territoires administrés par des pays mandataires. La répartition ne s'est pas faite sereinement entre les vainqueurs !



LA SOCIÉTÉ DES NATIONS/WIKIPEDIA

## LES MANDATS :

- Français : Syrie, Cameroun, Togo et Liban.
- Anglais : une partie du Cameroun et du Togo, le Tanganika et surtout la Palestine, la Transjordanie (Jordanie) ainsi que la Mésopotamie (l'Irak) : pétrole oblige !
- Sud-Africain : l'ancien sud-ouest africain allemand.

Inévitablement, des conflits surgiront, ne serait-ce qu'en Palestine avec les problèmes de coexistence entre populations juives et arabes sous mandat britannique. Si une partition du territoire palestinien sera prévue par la puissance mandataire (et par l'ONU), 1948 verra la création d'Israël, l'exode énorme des Palestiniens arabes et la première guerre israélo-arabe.



GUERRRE CIVILE ESPAGNOLE/HISTORICGAMES.COM





### **LE TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN 10 SEPTEMBRE 1919 (ENTRE LES VAINQUEURS ET L'AUTRICHE)**

### **LE TRAITÉ DE TRIANON 4 JUIN 1920 (ENTRE LES VAINQUEURS ET LA HONGRIE)**

Ces deux traités disloquent l'ancien empire d'Autriche-Hongrie. L'Autriche et la Hongrie deviennent deux pays indépendants et très diminués au profit de deux nouveaux pays : la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie (les « Slaves du sud »). Vienne, capitale de l'Autriche et Budapest, capitale de la Hongrie, sont désormais deux villes gigantesques dans des territoires rapetissés au profit d'une Pologne recréée. La Roumanie est agrandie de la Transylvanie hongroise et de la Bessarabie russe.

Le Trentin et l'Istrie « passent » à l'Italie frustrée par rapport aux sacrifices consentis pendant la guerre contre l'Autriche de 1915 à 1918 : c'est la « paix mutilée » !

En Europe centrale et balkanique, les nouvelles frontières n'ont pu résoudre le problème des « nationalités » très imbriquées.

### **LE TRAITÉ DE NEULLY 27 NOVEMBRE 1919**

Il contraint la Bulgarie à céder la côte égéenne à la Grèce, des régions macédoniennes à la Yougoslavie, et la Dobroudja à la Roumanie.

### **LE TRAITÉ DE SÈVRES 11 AOÛT 1920**

Il consacre la chute de l'empire ottoman. La Turquie cède la Thrace à la Grèce et doit consentir à l'indépendance de l'Arménie (une indépendance provisoire). Les Turcs doivent également accepter les mandats français et anglais déjà évoqués. Le Traité de Lausanne (1923) changera considérablement la donne au profit de la Turquie d'Ata Türk.

### **LA MARCHÉ RAPIDE À LA 2ÈME GUERRE MONDIALE EN EUROPE**

La rapidité étonnante de cette « marche » (20 ans, de 1919 à 1939) s'explique en grande partie par les décisions que viennent d'être évoquées.

Affaiblies mais susceptibles de redevenir puissantes, la Russie et l'Allemagne vont plusieurs fois se rapprocher pour contourner les décisions des traités.

Simultanément, l'isolationnisme des USA ainsi que la faiblesse et les contradictions des politiques franco-anglaises face à l'agressivité de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie sont aussi de grands facteurs d'explication du déclenchement du conflit.

### **LA « GRANDE DÉPRESSION » 1929**

Une inflation grandissante et une spéculation boursière effrénée ruinent alors le rêve de la prospérité éternelle due à l'« american way of life ». La bourse s'effondre lors du krach de Wall Street à New-York le 24 octobre 1929. Le cataclysme américain gagne l'Europe où les faillites ainsi que le chômage sont énormes. En 1931, l'Allemagne de Weimar compte 5,5 millions de chômeurs !

Les divers gouvernements prennent alors des mesures de plus en plus protectionnistes et les nationalismes prolifèrent.

## DÉTRIÇOTAGE DES TRAITÉS DE PAIX ET AGRESSIONS



### L'ITALIE FASCISTE

En octobre 1922, Benito Mussolini, nommé chef du gouvernement italien, commence à installer son régime dictatorial fasciste. Surfant sur les frustrations de la « paix mutilée », il annexe Fiume en 1924 et envahit l'Éthiopie en 1935. Dès 1936, il soutient, comme Hitler, les troupes de Franco dans la guerre civile espagnole. La même année, l'Italie fasciste constitue l'axe Rome-Berlin avec le III<sup>ème</sup> Reich allemand. En 1939, Le « Duce » fait envahir l'Albanie avant de se laisser entraîner par Hitler dans la deuxième guerre mondiale le 10 juin 1940.



### L'ALLEMAGNE NAZIE – L'ANÉANTISSEMENT DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devient le Chancelier (Premier ministre) de la République de Weimar moribonde, avant d'être en 1935 Président de l'Allemagne nouvelle : le III<sup>ème</sup> Reich dont il sera le Führer jusqu'à la prise de Berlin par les Russes en avril 1945.

## Percevant bien la frustration des Allemands après 1918, Hitler fera tout pour anéantir les conséquences du « diktat »

- 1935 : rétablissement du service militaire obligatoire et réarmement.
- 1935 : la population de la Sarre vote massivement le retour à l'Allemagne suite à une propagande nazie intense.
- 1936 : réoccupation militaire allemande de la Rhénanie, début de l'aide à Franco et axe Rome-Berlin.
- Mars 1938 : annexion de l'Autriche (l'Anschluss).
- Septembre 1938 : conférence de Munich : la France et l'Angleterre abandonnent la Tchécoslovaquie malgré leurs engagements et permettent à l'Allemagne d'occuper des régions de Bohême comprenant de nombreux germanophones : les Sudètes.
- Mars 1939 : Hitler sépare la Slovaquie pro-nazie de ce qui reste de la Bohême, devenue un « protectorat » allemand.
- Mars 1939 : le Führer réclame la suppression du « corridor de Danzig » coupant l'Allemagne en deux pour assurer à la Pologne un accès à la Mer Baltique. Cette suppression provoque une amputation du territoire polonais.
- 24 août 1939 : signature du pacte de non-agression germano-soviétique. Hitler et Staline s'engagent à ne pas se faire la guerre et à s'aider économiquement. Secrètement, ils se partagent la Pologne et délimitent leur influence dans les pays baltes.
- **1er septembre 1939 : certain de ne pas être attaqué par les Russes, Hitler envahit la Pologne.**
- **3 septembre 1939 : réagissant très tard pour enfin aider un pays allié, la Grande-Bretagne puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne : la deuxième guerre mondiale commence ! Elle fera plus de 50 millions de victimes.**



Michel HOST

est licencié-agrégé en Histoire de l'antiquité de l'ULG. Il a enseigné dans divers établissements provinciaux « hainuyers » : les Arts et Métiers de La Louvière, l'UT à Charleroi, les Ecoles normales de Charleroi, Morlanwelz (Fernand Hotyat) et Mons, aujourd'hui intégrées dans la Haute Ecole Condorcet. Dès avant sa retraite, il est l'auteur de divers articles d'histoire régionale, notamment dans le cadre de l'Ecomusée de Bois-du-Luc. Outre sa participation à l'élaboration de dossiers pédagogiques, il a également rappelé la création et l'évolution du Centre Culturel du Hainaut (« 75 ans d'épopée culturelle »). Conférencier et concepteur d'expositions, Michel Host est un ardent défenseur du folklore louviérois et un pourfendeur engagé, et néanmoins critique, du révisionnisme et du négationnisme, notamment en évoquant l'action de « Justes » de notre Cité louviéroise. C'est ainsi qu'il a rédigé les commentaires historiques des lavis d'Edmond Dubrunfaut.

# « La paix : une bataille intemporelle perdue d'avance ? »

*Souvenons-nous que la première guerre mondiale a fait plus de dix millions de tués et huit millions d'invalides. La seconde a supplanté cet effroyable bilan avec plus de 55 millions de morts, dont une majorité de civils et, en Europe seulement, six millions de Juifs ainsi que deux millions de Tziganes, gitans, homosexuels, déficients mentaux, communistes, opposants antifascistes ou autres « sous-hommes » non conformes à la race aryenne, tous exterminés dans les camps nazis. Tandis que le 6 août et le 9 août 1945, la bombe atomique mettait un terme au conflit mondial, en anéantissant les villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki, provoquant la disparition de 250.000 personnes. D'un conflit mondialisé vers le suivant, les moyens militaires de destruction n'ont cessé de se sophistiquer sur le plan technologique. Dès lors, on peut raisonnablement appréhender les répercussions dramatiques, voire cataclysmiques, si un troisième carnage mondial venait à se manifester dans le futur.*



PHOTO@FRANCE INTER

De fait, il semble pertinent d'affirmer qu'avec l'hyperpuissance des engins militaires contemporains, la perfection techno-informatique, la nucléarisation et les apports saisissants de l'intelligence artificielle, le maintien d'une relative pacification mondiale résonne avec une essentielle acuité. En ce sens, la mémoire historique est une nécessité pour bâtir la paix. Moutt tensions sur la planète proviennent trop souvent d'antagonismes liés à la mémoire collective des peuples, de souvenirs atroces des guerres, de massacres, de tortures, de la colonisation, d'humiliations protéiformes et de haines ethniques ou nationalistes anthropologiquement héréditaires.

**« Pour bâtir la paix,  
il est donc nécessaire  
de travailler sur cette  
mémoire »**

Pour bâtir la paix, il est donc nécessaire de travailler sur cette mémoire dans le but de la nettoyer de tout atavisme belliciste, être capable d'une réconciliation nécessaire en vue d'un vivre ensemble pacifié, internationaliste et humaniste. Aussi, il faut que les mêmes peuples soient capables d'analyser les événements historiques tels qu'ils ont eu lieu et non pas sous l'angle de subjectivités meurtries. C'est donc intrinsèquement la question de la réconciliation qui doit être intégrée aux relations internationales et à la diplomatie qui s'y rapporte puisque le maintien de la paix relève autant du plan militaire que des plans historiques et mémoriels. Il en va du devenir commun et de la cohabitation apaisée des peuples. N'oublions pas non plus l'appétence des grandes puissances mondiales, les États-Unis d'Amérique en tête, pour un expansionnisme géostratégique et militaire, principalement dans des zones d'influence cruciale en matière de ressources naturelles et énergétiques.



Depuis très longtemps, les divers conflits militaires se sont développés entre des armées professionnelles, sur des aires de bataille ou des lieux stratégiques très précis comme l'assaut d'une quelconque place forte. A cela s'ajoutent les sociétés militaires privées (SMP), également appelée entreprises militaires et de sécurités privées (EMSP) ou encore entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) qui fournissent des services dans le domaine de la sécurité et de la défense à des gouvernements et des organisations internationales.



« Blackwater » est la plus puissante d'entre elles et officie pour les USA depuis la fin de la guerre froide. Elle est montée en puissance suite à l'épuisement engendré par les déploiements trop importants des forces armées américaines en Irak et en Afghanistan notamment. Elle agit comme une garde prétorienne et a pour mission de protéger les autorités américaines sur le terrain des opérations tout en bénéficiant d'une immunité quasi totale, à l'inverse de l'armée régulière qui doit répondre à des règles militaires.

Les manœuvres stratégiques classiques sont devenues obsolètes étant donné l'accumulation des instruments d'observation et l'échange d'informations en temps réel rendue possible par l'explosion technologique et télé-communicationnelle. En outre, cette évolution oblige constamment les états-majors à repenser les modes d'interventions et de commandements car, dans les nouvelles formes de guerre, les kamikazes et les insurgés sont utilisés comme des « missiles » et les populations civiles comme des boucliers humains, combattants malgré eux considérés comme de regrettables « dégâts collatéraux ». Les guerres actuelles - pour l'instant très localisées à certains endroits du monde devenues néanmoins de véritables foyers de hautes tensions - ont évolué et sont désormais mobiles et imprévisibles car les belligérants autochtones déstabilisent les armées conventionnelles qui méconnaissent le terrain par un déplacement stratégique constant et une adaptation convertible. Si on se rappelle du borbier vietnamien, celui-ci aura eu raison de l'armée américaine après plusieurs années de conflit. Pourtant celle-ci semblait hautement plus équipée sur le plan militaire et technique que son opposant ; elle n'a d'ailleurs pas hésité à utiliser en masse des bombes incendiaires au napalm. Depuis l'avènement des nouvelles technologies et de la puissance de communication d'Internet, la propagande de guerre est devenue une autre arme redoutable déjà utilisée dans



*Elle agit comme une garde prétorienne et a pour mission de protéger les autorités américaines sur le terrain des opérations tout en bénéficiant d'une immunité quasi totale*



36

HIVER 2018 / ECHOS DE PICARDIE

des conflits antérieurs. Une fois la machine médiatique à l'œuvre, l'émotion prime sur l'analyse raisonnée et légitimise et moralise le conflit aux yeux des masses souvent crédules.

Rétrospectivement, lors de la deuxième partie du siècle passé, nous avons pu constater une course mondiale aux armements dans le contexte de la guerre froide et d'une potentielle confrontation Est-Ouest. Depuis lors, avec la dissolution de l'Union Soviétique, la plupart des observateurs spécialisés en stratégie militaire croyait, sans doute un peu trop naïvement, au surgissement d'un climat de paix qui permettrait une diminution substantielle des dépenses militaires. Il est vrai que ces investissements ont marqué une légère pause pour reprendre par la suite de façon progressive. D'ailleurs, depuis le début de ce troisième millénaire, l'accroissement de la militarisation sur le globe a connu une intensification majeure. La compétition interétatique aux armements ne s'est jamais réellement ralentie.

Que du contraire, maints conflits ont permis d'alimenter les industries de guerre des grandes puissances. Depuis, nous voilà de nouveau immergés dans une ère de tensions entre les puissances occidentales et la Russie et ses alliés. Il faut donc s'attendre à ce que les investissements militaires continuent de façon ascendante dans les années qui viennent.

En outre, au regard des provisions considérables d'armements nucléaires et classiques, le monde et ses milliards d'individus sont piégés dans un paradigme aventureux. Rien qu'en observant la présence militaire active de l'armée américaine dans plus de cent-cinquante pays, on peut clairement douter d'une volonté intrinsèque pour une restauration pacifiée et démilitarisée.

D'après les données statistiques collectées par le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), entre 2000 et 2013 les dépenses militaires mondiales sont passées de 1.119 à 1.747 milliards de dollars US. Celles de l'Amérique du Nord (USA et Canada) ont grimpé de 410 à 659 milliards de dollars, celles de l'Europe de 358 à 410, celles du Moyen-Orient de 80,8 à 150 milliards et celles de l'Asie-Océanie ont doublé passant de 202 à 407 milliards de dollars.

Cependant, il est nécessaire de reconnaître une criante évidence : les États-Unis d'Amérique, qui ne représentant que 4% de la population mondiale, sont les principaux acteurs du bellicisme ambiant. Il est incontestable que leurs diverses manœuvres militaires, leurs implantations stratégiques et leurs interventions un peu partout sur les différents continents ont pour principal leitmotiv de préserver leurs propres intérêts afin de garantir leur politique économique expansionniste et dominatrice, à savoir une main mise absolue sur les ressources stratégiques, minières, énergétiques et hydriques.



En somme, au regard des principaux foyers de tensions qui cristallisent les enjeux géostratégiques et géopolitiques en 2018, que ce soit la situation au Proche et Moyen Orient, en Syrie, en Irak, en Afghanistan, au Yémen, dans différents contrées d'Asie ou d'Amérique du Sud ou bien encore dans le Donbass, les situations sont devenues préoccupantes, voire insupportables sur le plan humanitaire. A l'heure d'aujourd'hui, il faut également observer que depuis la fin de la guerre froide, 80 % des victimes des conflits armés sont des civils et que 84 % des armes produites et vendues dans le monde



proviennent de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest, ce qui place nettement, et sans équivoque, les grandes puissances occidentales comme responsables principaux de l'état du monde. Par conséquent, ils cautionnent une allégeance guerrière plutôt que d'envisager l'installation de la paix.

A cela s'ajoute le contexte terroriste global. A la différence des armées conventionnelles, les groupes terroristes répondent à une vision tronquée de la morale, du droit et des règles de la guerre : ils répondent à une interprétation réductrice et spécifique de la culture, de l'idéologie, de la politique et de la géopolitique. Alors que le terrorisme des années '60 et '70' répondait à une identité ethnique et des vellétés idéologiques dans un contexte de décolonisation, depuis les années '80 le terrorisme s'ancre sur des impératifs divins, le religieux étant censé remplir le vide idéologique. La repolitisation de l'Islam a été alimentée au niveau international par la révolution iranienne, le retrait soviétique d'Afghanistan et les interventions américaines en Libye et en Irak auxquels s'ajoute le borbier syrien. Par rapport au terrorisme antérieur, le nouveau terrorisme est beaucoup plus difficile à éradiquer car il est plus fanatique et plus mouvant. Il utilise beaucoup les médias pour se structurer, recruter et revendiquer ses méfaits. Il dispose d'un accès plus facile aux armes en tous genres et bénéficie des nouvelles technologies. Pour toutes ces raisons, le terrorisme moderne est plus sanglant. Il dispose de nouvelles ressources financières, ce qui lui permet d'être moins dépendant des états et de sévir au niveau mondial. Il oblige les gouvernements à prendre des mesures sécuritaires à court terme qui restreignent les libertés individuelles et collectives et à mener des opérations guerrières dans les territoires à partir desquels les terroristes sévissent et dans certains pays qui sont censés les aider.



Et après, dans cette perspective constante de militarisation accrue, comment les guerres du futur vont-elles se dérouler ? L'intelligence artificielle va-t-elle dépasser les hommes, notamment avec les drones, les robots-tueurs ou autres nouvelles créations cybernétiques autonomes, renvoyant Terminator dans l'archéologie de l'automatisation ?



Mais la guerre n'est pas qu'une affaire de budget et d'équipement surpuissant. Les États-Unis ont perdu au Vietnam, en dépit de leur surpuissance militaire et ils ont échoué en Afghanistan, face à 20.000 talibans. Ils ont dépensé plus de 2.000 milliards de dollars dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak, pour s'enliser et finalement les perdre. Ni l'argent ni le matériel ne sont des conditions de la victoire dans des guerres qui apparaissent plus mouvantes et plus diffuses. La notion de front évolue également : la guerre se transpose dans l'espace et dans la cybernétique. Ces nouveaux fronts prennent des dimensions que l'on n'imaginait pas dans les années 1990.

L'usage de l'ordinateur et de l'informatique devient donc prépondérant, ce qui remet au goût du jour la guerre de mouvement : attaquer là où l'ennemi ne nous attend pas. De ce fait, outre l'indignation face aux conséquences effroyables des guerres en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen pour des millions de personnes civiles (mortes, blessées, violées, traumatisées, déplacées, réfugiées), il est temps d'agir sur le plan politique pour enrayer cette escalade sécuritaire déraisonnée.

Enfin, ne taisons pas non plus une autre réalité : les projets militaires de demain prévoient une surveillance des populations de par le monde afin de tenter de juguler toute forme d'insurrections ou de révoltes populaires qui risquent de se produire en réaction aux inégalités sociales et sanitaires, à la pauvreté extrême en expansion, au manque de ressources nutritionnelles vitales et aux modifications climatiques devenues insupportables pour un nombre considérable d'êtres humains.



En dépit du bon sens, ce réarmement exponentiel s'accompagne d'une succession de crises financières savamment entretenues à dessein par le néolibéralisme. L'humanité est ainsi aspirée au sein d'une spirale démoniaque qui l'entraîne inexorablement dans des déficits publics absolument faramineux. Le processus de paupérisation de la majorité des habitants de la Terre renforce les avoirs des grands possédants qui ne représentent seulement qu'un petit pourcent de la population mondiale.

Ce pourcent a accaparé l'année dernière 82 % des richesses mondiales au détriment de toute la population mondiale et particulièrement des 3,7 milliards de personnes qui composent la moitié la plus démunie du globe. Alors que dans le même temps, les dépenses militaires dans le monde représentent en 2018 1.800 milliards de dollars, soit 565 milliards d'euros.

Par jour, cela représente 4,93 milliards de dollars, par seconde 57.000 dollars. Dans le même temps, des milliards d'êtres humains agonisent dans des régions de plus en plus arides et suffocantes ; des enfants meurent en masse de malnutrition, de famine, d'épidémies diverses ou d'absence d'eau potable ; des milliers de migrants éreintés et apeurés fuient des zones dangereuses à bord de frères esquifs au péril de leur vie. Les gouvernements occidentaux préfèrent soutenir une politique détestable et inflexible de militarisation accrue qui favorise les guerres et les conflits à répétition dans des zones déjà exsangues, tout en s'accommodant de d'une névrose sécuritaire poussée au paroxysme de l'aberration ...

✓ **STEPHANE MANSY**  
COORDINATEUR.



# « Pour aller plus loin »

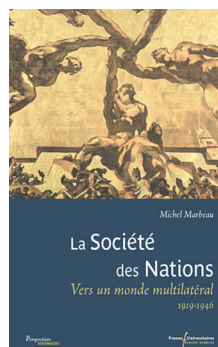


## ILS ONT FAIT LA PAIX

Le Traité de Versailles

Serge Berstein

Ed. « LES ARENES »



## LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

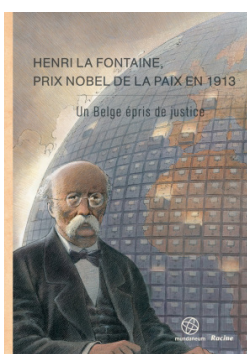
VERS UN MONDE MULTILATÉRAL

1919-1946

Michel MARBEAU

Voici, pour la première fois en France, une synthèse complète de l'histoire de la première organisation internationale d'envergure.

Ed. « PUF B »

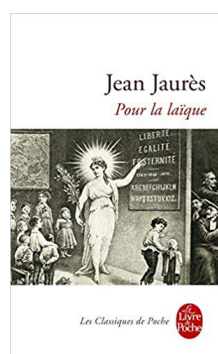


## HENRI LA FONTAINE.

Prix Nobel de la Paix en 1913.  
Un belge épris de justice

ADANT Jérôme.  
ARCHER, Colin.  
BARTHOLOMEUSEN, Henri

Ed. « RACINE »

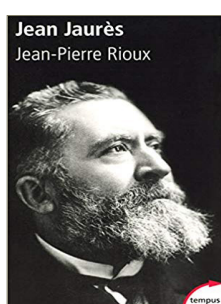


## POUR LA LAÏQUE

JEAN JAURÈS

Cette édition, établie par Vincent Duclert, historien et spécialiste de Jaurès, permet d'éclairer un discours capital, toujours actuel.

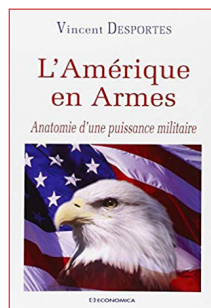
Ed: LIVRE DE POCHE



## JEAN JAURÈS

Jean-Pierre Rioux

Ed. « TEMPO »



## L'AMÉRIQUE EN ARMES

Anatomie d'une puissance militaire

VINCENT DESPORTES

Par. « ECONOMICA »

# CANNABIS, DÉPASSONS L'INTERDIT, RESPONSABILISONS, RÉGLEMENTONS!



**FORT DU CONSTAT QUE LA LUTTE RÉPRESSIVE CONTRE L'USAGE DES DROGUES A LARGEMENT MONTRÉ SES LIMITES ET QUE LA PROHIBITION EN VIGUEUR A DAVANTAGE AGGRAVÉ LES PROBLÈMES SOCIAUX, SANITAIRES ET SÉCURITAIRES QU'ELLE NE LES A RÉGLÉS, LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE (CAL) PROPOSE LA PRODUCTION ET LA VENTE LIBRES DE DROGUES MAIS MIEUX CONTRÔLÉES.**

**NOUS PRÔNONS UNE RÉGLEMENTATION QUI N'INDUISE NI LA PROMOTION NI L'USAGE, MAIS PLUTÔT QUI PERMETTE DE SORTIR DU FLOU QUI CONDUIT AUX SANCTIONS CONTRE-PRODUCTIVES ET ARBITRAIRES; QUI ASSURE UNE PROTECTION AUX CONSOMMATEURS (CONTRÔLE DES PRODUITS ET CONSEILS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES RISQUES) ET QUI FAVORISE UNE APPROCHE PRÉVENTIVE ENVERS LES PLUS JEUNES, SANS TABOU, PAR UN DIALOGUE LIBÉRÉ DE L'INTERDIT.**

LE CAL ET SES RÉGIONALES PROPOSERONT TOUT AU LONG DE CETTE CAMPAGNE DES ACTIONS VISANT À RENCONTRER UN PUBLIC LE PLUS LARGE POSSIBLE AFIN DE DÉBATTRE, AVEC LE CONCOURS DE SPÉCIALISTES, SUR LA QUESTION.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES PROPOSITIONS DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE EN MATIÈRE DE DROGUES ET ASSUÉTUDES:  
[HTTPS://WWW.LAICITE.BE/LACTION-LAIQUE/NOS-ENGAGEMENTS/DROGUES-ET-ASSUETUDES/](https://www.laicite.be/laction-laique/nos-engagements/drogues-et-assuetudes/)

TÉLÉCHARGER LA BROCHURE "**DROGUES: POUR UNE STRATÉGIE VRAIMENT EFFICACE. LES PROPOSITIONS DU CAL.**"  
[HTTPS://WWW.LAICITE.BE/APP/UPLOADS/2017/05/UNEAUTREPOLITIQUEDROGUES-CAL-2017.PDF](https://www.laicite.be/app/uploads/2017/05/UNEAUTREPOLITIQUEDROGUES-CAL-2017.PDF)

TÉLÉCHARGER LE TEXTE INTÉGRAL DE LA « **PROPOSITION DE LOI RÉGLEMENTANT LA VENTE DES SUBSTANCES STUPÉFIANTES ET PSYCHOTROPES DANS LE CADRE D'UNE EXPÉRIENCE DE SANTÉ PUBLIQUE** » DU CAL  
[HTTPS://WWW.LAICITE.BE/APP/UPLOADS/2017/05/UNEAUTREPOLITIQUEDROGUES-CAL-2017.PDF](https://www.laicite.be/app/uploads/2017/05/UNEAUTREPOLITIQUEDROGUES-CAL-2017.PDF)